

«Souhaiter la grandeur de sa patrie, c'est souhaiter du mal à ses voisins.»
(VOLTAIRE, *Dictionnaire philosophique*, article «patrie»)

«La politique des races ne peut mener qu'à des guerres d'extermination, des guerres zoologiques... C'est un masque commode pour l'impérialisme.» (Ernest RENAN)

«On entend par nation un groupement d'hommes réunis par une même erreur sur leur origine et une commune aversion à l'égard de leurs voisins.» (A. MOUSSET, 1933)

LA QUESTION NATIONALE YOUGOSLAVE

Alors que les combats faisaient rage en ex-Yougoslavie (1995), en Krajina, en Bosnie-Herzégovine, puis aujourd'hui (1998) au Kosovo, causant des maux sans fin aux malheureux habitants d'une contrée devenue un enfer sur terre, il est utile de donner quelques éléments essentiels sur la question nationale yougoslave et le retour du «refoulé» nationaliste, pour donner une analyse dépassionnée d'un point de vue non-national.

A. – LA FORCE DU SENTIMENT NATIONAL

Le développement du capitalisme au XIX^e siècle et son expansion au-delà de l'Europe, jusqu'à la conquête du monde, ont donné la quasi-certitude aux fondateurs du marxisme que les sentiments d'appartenance nationaux ou nationalitaires allaient s'estomper pour finalement disparaître dans la vaste communauté mondiale créée par cette dynamique de développement.

QUESTION NATIONALE ET PROLÉTARIAT

Pour Marx et Engels, la tendance à l'unification du prolétariat international, qui n'avait aucun intérêt dans l'existence de sa propre «patrie» ou «nation», aboutirait nécessairement la disparition de l'idéologie nationaliste dans les classes laborieuses. Autant la bourgeoisie avait intérêt à cultiver son être national, pour culminer dans le nationalisme le plus agressif, autant le prolétariat ne trouvait son être propre que dans la fraternité de lutte par-delà les frontières, uni contre un même capital internationalisé.

Néanmoins, le sentiment nationaliste se développait avec une force incommensurable dans les pays balkaniques à la fin de la première moitié du XIX^e siècle. Du début du siècle jusqu'en 1848, on assistait à des insurrections en

chaîne dans l'Europe centrale et orientale : Pologne, Hongrie, Bulgarie, Grèce, Roumanie, Serbie.

Sauf pour la Pologne et la Hongrie, qualifiés de «nations» dans le sens noble du terme, il n'était plus question – dans la nomenclature de Marx – d'une formation de nouvelles nations. Les pays tchèques, la Croatie, la Slovénie, la Serbie, le Monténégro, etc., étaient des «nations sans histoire». Dans l'impossibilité de réaliser leur «révolution bourgeoise», ces entités régionales, et non nationales, étaient condamnées à se rattacher et à se fondre dans les grandes nations, chargées de culture et intégrées dans un vaste ensemble économique. En dehors de cette finalité, elles étaient condamnées à être les instruments les plus réactionnaires des grands ensembles semi-féodaux faisant fonction de gendarmes de la contre-révolution féodale depuis le traité de Vienne de 1815. En 1848, les Croates avaient été utilisés contre l'insurrection de la Hongrie; les Tchèques avaient apporté leur soutien à la réaction de la monarchie autrichienne.

Le développement d'un esprit révolutionnaire en Russie, à partir des années 1870, rend clairement obsolète pour Marx et Engels tout soutien à de petites nations, même comme digues contre les Empires réactionnaires, à savoir l'Autriche des Habsbourg et l'empire tsariste. Dans une lettre à Eduard Bernstein (22-25 février 1882), Engels déclare à propos des nationalités serbe, monténégrine et croate: «Je suis assez autoritaire pour considérer comme anachronique l'existence en plein milieu de l'Europe de semblables petites peuplades primitives.»

Pour Bakounine, au contraire, ces «nations sans histoire», au même titre que la Pologne opprimée par le tsarisme, devaient s'intégrer dans une vaste confédération slave, selon le principe du «panslavisme révolutionnaire».

D'un côté, était proclamée une solidarité – assumée y compris par le prolétariat européen autour de la «nation historique», de l'autre une solidarité autour de la «race» ou «ethnie» (slavisme).

En ce qui concerne la zone balkanique, il n'était point question en tout cas de formation d'une fédération yougoslave. L'idéologie «yougoslave» se mit tardivement en route au travers des écrits de l'évêque croate Josef Strossmayer, le propagateur de l'union des Slaves du Sud. Quant à la Serbie, l'idéologie la mieux partagée était celle du panserbisme ou unification de tous les Serbes dans les empires autrichien et ottoman. En ce qui concerne les Slovènes, leur aspiration profonde était de participer plus largement à la gestion de l'Empire austro-hongrois.

QUESTION NATIONALE ET SOCIAL-DÉMOCRATIE

Il est difficile de saisir ce que ressentaient les ouvriers de ces contrées, réparties dans les empires centraux et la Serbie. L'arriération de ces pays, y inclus les plus développés comme la Slovénie et la Croatie, était telle que le prolétariat y était extrêmement faible et sans réel poids social. La social-démocratie n'échappait pas

aux tentations nationalistes, ni en Croatie ni même en Serbie, où le radicalisme marxiste était plus marqué. L'affirmation d'une essence internationaliste du prolétariat était l'exception, tant était forte l'idéologie impérialiste et militariste. Dans l'Empire austro-hongrois naissait une idéologie slaviste réclamant son autonomie dans la social-démocratie autrichienne, voire son indépendance.

La social-démocratie tchèque obtint ainsi – et de même dans le mouvement syndical – une complète autonomie. La social-démocratie de l'Empire d'Autriche-Hongrie finit par se transformer en une fédération de partis nationaux au sein du *Gesamtpartei*. Il est vrai que cela avait été déjà théorisé par Karl Kautsky, le «pape» de la social-démocratie internationale; dans son Programme de 1901, il y soutenait que le socialisme s'instaurerait comme une fédération de nations et de peuples, sur le modèle suisse, sans que soit envisagée un instant la possibilité d'une communauté mondiale. Bien plus, à propos des pays balkaniques, comme la Serbie, il affirmait la nécessité de «l'idée nationale» comme précondition d'une «unification des peuples balkaniques en un État fédéral». C'était faire passer au second plan l'unification des travailleurs par-delà les cadres nationaux, et le principe classe derrière celui de la nation.

Au même moment, Lénine proclamait le principe du «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes» et de la «séparation», sauf dans la social-démocratie. Ce qui était bon pour les peuples ne l'était plus pour l'autonomie du Bund, des social-démocrates arméniens, géorgiens, polonais ou baltes.

Cette même conception se retrouvait dans le livre d'Otto Bauer : *La Question des nationalités et la social-démocratie*, paru en 1907. Il proposait de favoriser l'épanouissement des «peuples sans histoire» et de constituer de nouvelles nations dites «extra-territoriales», disposant de l'auto-administration et de l'autonomie culturelle. Ainsi se déploieraient toutes les communautés de culture.

Certes, ces différentes conceptions se donnaient le but louable de mettre fin à l'oppression nationale, particulièrement forte dans les Empires austro-hongrois et surtout russe. Mais était-ce la bonne solution, à une époque où les conflits nationaux étaient utilisés comme champ d'affrontement entre les impérialismes rivaux ?

Rosa Luxembourg et Anton Pannekoek avaient au contraire souligné le caractère contre-révolutionnaire de la nation à l'ère de l'impérialisme. La première affirmait que «dans la société de classes, il n'y a pas de nation en tant qu'entité socio-politique homogène; en revanche, dans chaque nation, il y a des classes aux intérêts et aux 'droits' antagonistes».

Mais, surtout, pour Pannekoek, la question était de savoir non si de nouvelles nations avec leur État pouvaient surgir, mais si la catégorie nation était transitoire dans l'histoire de l'humanité. A cela, le théoricien hollandais répondait que «...la nation n'est qu'une structure transitoire dans l'histoire de l'évolution de l'humanité, l'une des nombreuses formes d'organisation qui se succèdent ou se manifestent simultanément : tribus, peuples, empires, Églises, communautés villageoises, États.

Parmi elles, la nation dans sa spécificité est essentiellement un produit de la société bourgeoise, et c'est avec celle-ci qu'elle disparaîtra.» Et, de façon très optimiste, Pannekoek annonçait que le prolétariat de tous les pays se percevait «comme une armée unique, comme une grande union» contrainte de se scinder en plusieurs «bataillons qui doivent combattre l'ennemi séparément».

Même la langue nationale, cheval de bataille de tous les nationalismes, quand l'impérialisme dominant opprimait les petits peuples, pourrait se dépasser dans une langue internationale. C'est ce qu'affirmait Joseph Strasser, au moment même où Zamenhof tendait tous ses efforts vers la création d'une langue unique : l'espéranto.

Dans l'esprit des marxistes radicaux, il ne s'agissait nullement de supprimer par la force – ce que fit plus tard Staline – la diversité linguistique et culturelle pour établir une nouvelle tyrannie de la langue unique dominante. L'unité mondiale se ferait par un lent processus d'assimilation-intégration-dépassement des différentes cultures réparties à travers le monde. En attendant, le facteur national était un facteur explosif car porteur de toutes les haines nationalistes et de tous les conflits interimpérialistes.

B. – LA QUESTION YOUGOSLAVE

Au milieu du XIX^e siècle, le problème dit «yougoslave» était le produit historique d'une dispersion et répartition géographiques de peuples et peuplades slaves aux confins des empires qui s'étaient constitués par la force de leur expansion militaire depuis le Moyen Age. Les peuples slaves du sud, de langue «serbo-croate», slovène, bulgare étaient répartis entre deux empires : l'empire austro-hongrois (depuis 1867, double monarchie) dont l'expansion se heurtait à celle de l'empire russe, protecteur des Slaves, et l'empire ottoman moribond. La création de la monarchie hellénique, la quasi-indépendance de la Roumanie puis de la Bulgarie réduisaient le pouvoir ottoman dans les Balkans à des mosaïques territoriales de plus en plus petites. La Bulgarie s'émancipait et se voyait reconnaître au traité de Berlin (1878) son indépendance, avec l'espoir vite avorté d'absorber la Macédoine ottomane et grecque. La Grèce, soutenue par l'Angleterre, rêvait de s'emparer de la Macédoine du Vardar et des territoires albanais. Enfin, la principauté serbe, sujette de l'Empire ottoman, se voyait octroyer son indépendance par le même traité, dont le maître d'œuvre avait été Bismarck.

La grande inconnue était justement celle du royaume de Serbie des Obrenovic, fondé à l'occasion d'une insurrection contre les Turcs au début du siècle. Longtemps les Serbes depuis la conquête ottomane au XV^e siècle, avaient servi de mercenaires aux sultans de la Sublime Porte; certains, comme en Bosnie-Herzégovine, avaient même été islamisés pour acquérir des privilèges fonciers. Depuis l'expansion de l'Autriche dans les Balkans à la fin du XVII^e siècle, les Serbes avaient été utilisés comme soldats des marches militaires (*krajina* ou *Militärgrenze*) contre les Ottomans. L'insurrection des Serbes de la Turquie d'Europe avait fait surgir une petite principauté, fondée par un bouvier analphabète – on disait qu'il

élevait les porcs, activité qui était prédominante dans ce pays très arriéré dont le double intérêt était qu'il était enfoncé comme un coin dans l'empire du sultan et se distinguait par la valeur guerrière et même belliqueuse de ses habitants.

L'arriération de la Serbie était extrême et se comparait à celle des provinces ottomanes de Macédoine et de Bosnie jusqu'en 1878. 80 % environ de la population était analphabète. L'industrie était inexistante, jusqu'à ce que l'Autriche commençât à développer faiblement un embryon d'industrie. Héritage des temps ottomans, la vie était extrêmement rude, et lors des avancées militaires la haine du «Turc» musulman se traduisait par des massacres en masse, dignes de ceux pratiqués par la Sublime Porte, et que par la suite on a appelés «nettoyage ethnique». Dans certains domaines, la vie sociale était plus arriérée que celle de provinces ottomanes musulmanes. La situation de la femme serbe était à bien des égards pire que celle d'une femme musulmane : le code civil reconnaissait à un mari le droit d'envoyer en prison sa femme pendant 10 jours pour «désobéissance».

La Serbie, de 1878 jusqu'en 1903, demeura un pion avancé de l'impérialisme austro-hongrois cherchant à s'étendre jusqu'à la mer Égée et l'Adriatique. Par un accord secret (en 1881), la Serbie renonçait à toute prétention sur la Bosnie-Herzégovine, à toute indépendance diplomatique, et se voyait reconnaître en échange des droits sur la Macédoine et le titre de royaume. Ses exportations comme ses importations dépendaient presque entièrement de l'Autriche. Les liens avec la Russie étaient coupés jusqu'en 1903. La Russie, depuis le début du siècle, avait tenté de diriger, en formant les cadres militaires serbes, le pays, mais en vain. La dynastie de Belgrade comptait sur la principauté indépendante du Monténégro, dirigée par un évêque (*vladika*), ethniquement serbe, tribale et aussi arriérée, pour former un ensemble pan-serbe. Entre les deux s'étendait le sandjak ottoman de Novi Pazar, peuplé surtout de musulmans turcs et albanais, et stratégiquement vital pour la marche vers la mer Adriatique.

Le coup d'État de 1903, perpétré avec l'aide de militaires (comme le fameux colonel Apis (1876-1917), fondateur de l'organisation secrète *la Main noire*, qui joua un rôle certain dans l'attentat de Sarajevo en 1914), se termina par l'élimination de la dynastie des Obrenovic, favorable aux Autrichiens. La montée sur le trône d'un Karadjordjevic (Карађорђевић) est une rupture complète. La Serbie devient un instrument de la politique de la Russie et de la France dans les Balkans pour contrer les empires centraux. Moyennant quoi, la Serbie à la faveur des guerres balkaniques de 1912-1913 pourra obtenir non seulement le Sandjak mais aussi la Macédoine du Vardar. Avec le Monténégro limitrophe désormais, naissait une Grande Serbie absorbant une bonne partie des Albanais (Kosovo et Macédoine), dont les appétits impérialistes ne s'arrêteraient pas là et qui comptait bien profiter d'une définitive liquidation des empires austro-hongrois et ottoman, si la guerre mondiale venait à éclater. Mais l'annexion officielle en 1908 de la Bosnie-Herzégovine (déjà occupée militairement depuis le traité de Berlin de 1878) par l'Empire de François-Joseph montrait que le prix à payer serait cher, sans des soutiens extérieurs, militaires et idéologiques.

Néanmoins, l'idéologie yougoslave – unité de tous les Slaves du Sud – était devenue l'idéologie officielle de la Serbie. Dès 1844, le ministre Ilija Garašanin (1812-1874) propose un mémorandum esquissant (*Nasertanje*) l'unification des Slaves du Sud. Mais ce projet dissimulait mal le panserbisme : il est formulé comme objectif le rattachement de la Bosnie-Herzégovine ottomane à la Serbie. Néanmoins, en 1867, le même ministre développait un plan d'unité avec les Slaves de l'Empire des Habsbourg. Dans une lettre à l'évêque Strossmayer, il était affirmé que «les nationalités serbe et croate n'en forment qu'une seule, la nationalité yougoslave...»

La Serbie, dirigée par le roi Pierre et son ministre radical Nikola Pašić (1845-1926), depuis 1903, se considérait non seulement comme le «Piémont» (à la façon de Victor-Emmanuel II et de Cavour) des Serbes mais comme l'instrument de l'unification de tous les Slaves du Sud, en particulier les Croates et les Slovènes. Mais la ressemblance avec le Piémont s'arrêtait là: le Piémont de Cavour était déjà une région en voie d'industrialisation et de capitalisation prête à absorber les zones les plus arriérées du Midi (Mezzogiorno) pour réaliser l'unité de toute la péninsule. La Serbie n'était encore qu'un pays d'éleveurs de porcs, dont la seule valeur marchande était sa chair à canon particulièrement réputée; la Croatie et la Slovénie, intégrées à l'Empire austro-hongrois jouissaient d'un niveau de développement culturel et économique infiniment plus grand, sans jouir ni d'une autonomie politique ni d'une autonomie culturelle.

Dans les marches de la double monarchie (*k und k*, la Cacanerie de Robert Musil dans *l'Homme sans qualités*), s'opposait la Croatie à la Slovénie.

La Slovénie, dont la langue différait du «serbo-croate», n'avait pas à proprement parler de traditions nationales, et son développement, sinon la langue, la rattachait à l'Autriche catholique. La tradition impériale, comme le montre bien le roman de Joseph Roth *La Marche de Radetski* – trouvait des soldats et officiers dévoués à la personne de l'Empereur. L'idéologie «yougoslave» avait peu de prise, du moins jusqu'en 1908, tant avait été forte la germanisation. Le parti populiste slovène, créé en 1905, était partisan du «trialisme» suggéré par François-Ferdinand, c'est-à-dire d'un empire dirigé conjointement et également par les Allemands d'Autriche, les Magyars et les Slaves de Croatie et Slovénie. Un accord dans ce sens avait été passé d'ailleurs en 1912 entre ce parti et le Parti du droit (*Stranka prava*) croate. Néanmoins, un lent surgissement du sentiment nationaliste se fit jour après 1908, suscité par un mécontentement de la petite-bourgeoisie devant une germanisation extrême de l'enseignement supérieur. Des incidents entre Allemands et Slovènes ravivèrent les tisons du sentiment national. En 1909, fut créée la revue *Preperod* (Renaissance), propageant les sentiments yougoslaves, et favorable à la Serbie contre l'Autriche. Mais ces sentiments restaient minoritaires, et en 1914 la Slovénie demeurait fidèle à la couronne des Habsbourg.

Toute autre était la situation de la Croatie, à laquelle on pouvait adjoindre l'Istrie et la Dalmatie, disputées à l'Italie et jadis joyaux commerciaux de la république de Venise. La Croatie après le compromis de 1867 jouissait d'une apparente

autonomie : reconnaissance de la langue croate dans l'administration et les écoles; reconnaissance de son parlement, le Sabor; reconnaissance du drapeau et des armoiries croates. Cependant, la Croatie était sous la coupe de la Hongrie, depuis 1868, au point qu'une révolte éclata en 1871 contre le ban magyar. Après quelques années de paix où le gouvernement impérial eut la sagesse de nommer un ban croate, qui autorisait la liberté de la presse, la scolarisation obligatoire et la création de l'université de Zagreb (Agram), la situation se dégrada à nouveau. De 1883 à 1903, le ban hongrois Khuen-Hédervary pratiqua une magyarisation à outrance dans les écoles et l'administration. Selon le principe « *divide ut imperes* » (diviser pour régner), les Serbes de Croatie furent opposés aux Croates.

Entre-temps, se constituaient depuis la seconde moitié du siècle les deux tendances dominantes de la vie politique croate: l'illyrisme, ou yougoslavisme, et le nationalisme pan-croate, frère ennemi du panserbisme. Après 1848, les tentatives du Croate Ljudevit Gaj (1809-1872) et du Serbe Vuk Karadžić [Караџић] (1787-1864) de créer une langue unique «yougoslave» échoua; mais le projet d'unification entre les Slaves du Sud fut développé par l'évêque (puis archevêque) de Zagreb Josip Strossmayer (1815-1905). Celui-ci préconisait une union des peuples slaves des Balkans, Bulgarie incluse. Mais cette idée sera vite abandonnée dans les années 1880.

Désormais dominèrent en Croatie, jusqu'à la résurgence du yougoslavisme croate pendant la première guerre mondiale, les idées nationalistes pancroates. Le Parti du Droit d'Ante Starčević (1823-1896) – l'ancêtre idéologique du parti extrémiste d'Ante Pavelić – préconisait contre les Serbes et dans le cadre de l'Empire autrichien l'union de la Croatie avec la Dalmatie, la Bosnie-Herzégovine, la Slavonie, et l'Istrie, avec la Slovénie. Ce parti nourrissait des sentiments anti-serbes extrêmes, en affirmant que les Serbes sont «une race d'esclaves, les plus ignobles des bêtes», et même «une corvée pour l'abattoir». De l'autre côté, le Parti paysan de Stjepan Radić (1871-1928) commençait à gagner du terrain, tout en s'alliant avec le mouvement tchèque de Masaryk. Ce parti restait hostile aux Magyars mais fidèle à l'Empire. Dans ce cadre, il manifestait les appétits impérialistes du pancroatisme. En 1908, Radić proclama «le droit croate sur la Bosnie-Herzégovine».

Pourtant, l'idée d'une union serbo-croate se fait jour en Croatie même avec la formation de la coalition croato-serbe de 1905. L'un de ses chefs est le journaliste Frano Supilo (1870-1917) de Dubrovnik qui rêve d'une union avec la Serbie, la Croatie demeurant autonome; l'autre, Svetozar Pribićević (1875-1936), en relation avec Belgrade, souhaitait l'union avec la Serbie. La coalition croato-serbe obtint la majorité au sabor dans toutes les élections de 1906 à la veille de la guerre, sauf en 1911. Pour mater cette alliance, le gouvernement autrichien nomma le Magyar Rauch, qui organisa des procès politiques, qui visaient surtout la Serbie, en 1908, et se retournèrent contre ses organisateurs. Le gouvernement n'hésita pas à protéger une extrême droite croate, organisée autour du mouvement « *Hrvatsvo* » («croacité»), qui fomentait des pogromes antiserbes, préfigurant la violence terroriste du mouvement oustachi.

Mais dans l'ensemble, la vie politique croate était peu active. Le pays restait agricole, même si la misère avait fait émigrer 230.000 paysans entre 1900 et 1914, vers les Amériques. Seuls 50.000 personnes jouissaient du droit de vote en 1906; 200.000 après la réforme électorale de 1910. C'est-à-dire, en pourcentage, infiniment moins qu'en Serbie, pourtant beaucoup plus agricole et arriérée. La classe ouvrière était développée, plus qu'en Serbie certes, mais pas suffisamment pour peser de son poids dans la balance politique. Les grèves générales de 1905-1906 dans les chemins de fer et chez les dockers ne pourront changer une atmosphère profondément marquée par le nationalisme agraire et clérical.

La Serbie par contre se proclamait plus progressive avec l'idéologie anticléricale du Parti radical au pouvoir. Cela ne pouvait cacher ses propres appétits impérialistes s'appuyant sur une infrastructure militariste oppressive, entraînant une instabilité au sud des Balkans. Lorsque la Serbie obtient en 1913 une partie de la Macédoine ottomane, dont les dépouilles sont partagées avec la Grèce et la Bulgarie, c'est un problème épineux qu'elle se crée : le problème macédonien. Dans la Macédoine du Vardar, annexée, les paysans bulgarophones continuent leurs actions de guérilla, qu'ils avaient déclenchée déjà depuis les années 1870 contre les Turcs, avec l'aide des *komitadjis* bulgares et des *andartes* (irréguliers) grecs.

Un second problème aussi redoutable apparaît : la question albanaise au Kosovo annexé à la Serbie. Certains préconisent déjà la «purification ethnique». Lorsque des révoltes éclatent en automne 1913, l'armée serbe y répond par de véritables massacres. Sur ordre du roi Pierre, les prisonniers sont abattus à coups de massue par souci d'économie... Trotsky, qui est correspondant de guerre d'un journal ukrainien et dénonce dans ses articles les méthodes pan-serbes de «nettoyage», est interdit de séjour en Serbie. Mais, de façon tout aussi nette, le dirigeant socialiste serbe Tucović dénonce les crimes du régime dont la soldatesque transforme les villages de populations dites « primitives » en bûchers :

«La classe dominante serbe a inauguré ses annales, celles du meurtre et de l'horreur coloniaux; elle peut prendre place dans les rangs des classes possédantes anglaise, hollandaise, française, allemande, italienne et russe.»

Désormais, la Macédoine comme le Kosovo (dits Serbie du Sud) seront constamment sous contrôle de l'armée serbe. Le Gouvernement royal croira trouver la solution par l'installation de colons serbes. Cette politique sera suivie pendant le règne du roi Alexandre, dans les années 20.

Le troisième problème, cause directe du conflit entre la Serbie et l'Autriche depuis 1908, est celui de la Bosnie-Herzégovine, dont la moitié de la population est serbe, et qui est proclamée «terre irrédente». L'ancienne province turque, dirigée par les grands propriétaires fonciers et spahis slaves islamisés, est extrêmement arriérée et quasiment sort à peine du «féodalisme» agraire. Le servage subsiste encore et touche les paysans serbes (*kemets*) qui doivent acquitter une dîme du tiers (*trecina*) à leur seigneur musulman. Ce servage perdurera jusqu'en 1919. Malgré un début

d'industrialisation, dû à la présence autrichienne, surtout pour des raisons stratégiques et d'exploitation des matières premières, la population vit dans un extrême dénuement : environ 90 % des habitants sont analphabètes, et comme en Macédoine, l'usage de l'araire est encore prédominant dans les campagnes. La Bosnie est l'objet de litige entre la Serbie qui veut se l'annexer et les dirigeants croates qui espèrent eux aussi faire de même dans le cadre de l'Empire. Peu avant la guerre, cette région est le champ d'expansion du terrorisme (mouvement *Jeune Serbie*) manipulé par Belgrade et la Main noire du colonel Apis. Sarajevo, la capitale de la nouvelle province de l'Empire austro-hongrois, ignore que son nom est appelé à une funeste renommée mondiale...

Lorsque la guerre éclate, on peut dire que le nationalisme s'est développé pleinement – à l'exception de la Slovénie plus ou moins germanisée et intégrée dans l'Empire – dans tous les Balkans, et chez chaque branche des Slaves du Sud : Serbes, Croates, Macédoniens, Monténégrins. Après la guerre de 1912, qui voit surgir une «nation» albanaise, détachée de l'empire ottoman et soutenue par l'Autriche, la question albanaise devient une donnée permanente du régime yougoslave jusqu'à nos jours.

C. – NAISSANCE ET FAILLITE DE LA YUGOSLAVIE DU ROI ALEXANDRE

C'est la défaite des Habsbourg et la crainte des appétits de l'Italie – obtenant en 1915, par un traité secret la Dalmatie et l'Istrie – qui va contraindre les bourgeoisies croate et serbe, et par réaction en chaîne, slovène, à s'unir sous les auspices des vainqueurs de l'Entente. En deuxième lieu, la Serbie qui, dans les Balkans, et malgré sa défaite désastreuse, avait porté le choc des forces de l'Entente, était amenée – par sa force militaire – à servir de pion aux vainqueurs, en particulier la France. Enfin, dès le début de la guerre, avait été couché sur papier le plan de l'Entente de démembrer l'Autriche-Hongrie; les «nations» slaves, Croates et Slovènes, et leurs populations allogènes (Allemands, Hongrois) seraient unies sous la houlette de la Serbie, qui réaliserait son rêve d'une grande Serbie. Le gouvernement de Pašić, par la déclaration de Niš [Ниш] en décembre 1914, avait fait part de ses buts de guerre : la création du Piémont serbe, intégrant la Croatie, la Slovénie et la Bosnie-Herzégovine en un royaume yougoslave dirigé par la dynastie Karadjordjević.

Pour une partie de la bourgeoisie dalmate et croate, il devient clair avec la guerre que l'empire serait démembré. Un certain nombre d'hommes politiques croates exilés avaient formé dès 1914 un «comité croate»; celui-ci installé à Paris et Londres va se proclamer «comité yougoslave», représentant toutes les nations slaves de l'Empire. Il s'agit aussi de faire front contre les prétentions italiennes sur la Dalmatie et l'Istrie. Bientôt, et à l'instigation des puissances de l'Entente, une alliance se noue entre le comité yougoslave et le premier ministre serbe (en exil à Corfou) Pašić. Une déclaration commune est signée le 20 juillet 1917 dans l'île grecque de Corfou qui proclame la naissance d'un royaume des Serbes, Croates et

Slovènes dont le monarque de la dynastie Karadjordjević sera le garant de sa constitution «démocratique» et «parlementaire».

Il est notable que durant cette période la population croate et slovène était totalement étrangère à ces accords diplomatiques établis dans les coulisses. Les soldats croates et slovènes se battirent contre les soldats serbes, russes et italiens sans vraiment broncher. Un Croato-Slovène appelé à la renommée, Josip Broz, se battit comme sous-officier sous l'uniforme autrichien avant d'être fait prisonnier par les Russes en 1915. Dans l'ensemble la population suivait les partis cléricaux et paysan qui soutenaient la guerre contre la Serbie. Avec l'aval du Vatican, l'archevêque de Zagreb M^{gr} Bauer déclarait en août 1914 que la guerre contre la Serbie était une «guerre sainte». En 1916, lorsque mourut le vieil empereur François-Joseph, le député Radić, chef du parti paysan, obtint du *sabor* croate (assemblée élue) l'érection d'un monument à la mémoire du défunt. En 1917 encore, à la veille de l'effondrement de l'Empire, l'abbé Anton Korošec (1883-1939), leader du parti clérical slovène majoritaire, proclame sa fidélité dans la Maison des Habsbourg.

En Bosnie-Herzégovine, mis à part les Serbes qui furent victimes de multiples exactions et dont plusieurs milliers moururent dans des camps de concentration autrichiens, les Musulmans comme les Croates soutinrent la monarchie. Beaucoup servirent dans la milice dite *Schutzkorps* (corps de protection). Il est vrai que en 1917 le ministre serbe Protić (1857-1923) préconisait de résoudre le problème musulman par des conversions et des massacres...

En fait, la formation du nouveau royaume en novembre-décembre 1918 se fit sous la houlette de l'armée française de Franchet d'Espèrey; l'armée serbe se chargea d'occuper la Croatie, la Bosnie-Herzégovine et la Slovénie, tandis que l'armée italienne occupait la Dalmatie et l'Istrie. Partout se créaient des comités yougoslaves, de Novi Sad à Sarajevo, composés de Serbes monarchistes, qui faisaient acte d'allégeance à la dynastie, tout en faisant appel à l'armée, sous prétexte de préserver la paix, alors que se multipliaient révoltes militaires et sociales, encouragées par les révolutions russe et allemande. A l'appel d'une assemblée fantôme, le roi du Monténégro (proclamé tel depuis 1910) était déposé, lequel fut purement et simplement annexé. Les plans des impérialismes vainqueurs se réalisaient.

Les classes dominantes de Croatie et Slovénie s'inclinèrent devant la nouveauté du fait yougoslave, elles s'enthousiasmèrent parfois pour la nouvelle unité des Slaves du Sud face à l'Italie et aux Allemands d'Autriche. Seuls le parti paysan de Radić, qui réclamait une république croate «neutre», et les extrémistes du parti frankiste refusèrent le nouvel État des Serbes, Slovènes et Croates. Chez les partisans du «yougoslavisme», pour qui celui-ci était l'opposé du pan-serbisme, le désenchantement fut rapide.

D'un côté, on avait une Serbie, avec la Macédoine, le Kosovo et le Monténégro, auquel s'ajoutait la Bosnie-Herzégovine, très pauvre et arriérée, dont la force était la

valeur militaire de ses habitants, sans aucun soubassement industriel, et de l'autre une zone croate et surtout slovène beaucoup plus développée, dont les impôts servaient à entretenir le régime de Belgrade. On comprend que, sauf en Slovénie où l'arrangement de 1918 était loin d'être négatif, en Croatie, en Vojvodine hongroise et allemande le mécontentement des bourgeoisies locales était fort vif à l'égard de la clique monarchiste serbe de Belgrade. Partout l'administration locale de la «fédération» était contrôlée par l'armée et la gendarmerie serbes; les fonctionnaires serbes nommés de Belgrade étaient omniprésents. Et lorsque la situation devenait trop explosive, comme en Croatie, Macédoine, Kosovo, la monarchie n'hésitait pas à se servir des milices tchetniks pour répandre la terreur, aussi bien dans les villes contre les ouvriers que dans les campagnes contre les paysans.

Le gouvernement monarchique cumulait ainsi la répression sociale contre les ouvriers et les communistes, qui furent mis hors la loi dès 1921, et l'oppression nationale exercée surtout contre les paysans croates et les musulmans du Kosovo et de Macédoine. Les tchetniks serbes en 1918 se livrèrent à des meurtres de musulmans bosniaques en 1918. En 1920, une insurrection de paysans croates était écrasée par l'armée royale. Dans le Kosovo, où les Albanais étaient écartés des fonctions municipales, le gouvernement de Belgrade à l'émigration forcée vers la Turquie de milliers de familles. Des colons serbes étaient installés au Kosovo et en Macédoine sur les «nouvelles terres». Tout cela, loin de radicaliser une population prolétarienne trop peu nombreuse pour avoir un impact social, faisait le lit de toutes sortes de nationalisme extrémiste.

La Croatie présente le cas d'avoir été constamment, lors de l'entre-deux-guerres, en opposition avec le régime serbe monarchiste. Le parti paysan de Stjepan Radić, largement majoritaire électoralement, représentait la bourgeoisie et petite-bourgeoisie républicaines. A côté de lui, se perpétuait l'ancien parti nationaliste de Starcević (appelé aussi frankiste, du nom d'un de ses idéologues), qui rêvait à un retour des Habsbourgs. Toute la politique de Radić fut en fait de louvoyer constamment entre un compromis avec la monarchie – il devint ministre de l'éducation du royaume en 1925 – et une recherche d'alliances extérieures, telle celle, momentanée, passée avec l'Union soviétique (son parti adhéra au Krestintem, l'Internationale paysanne de Moscou). L'attentat qui lui coûta la vie en 1928 (en plein parlement) marquait la fin d'une époque. Le parti paysan dirigé par Maček (1879-1964) noua des liens secrets avec l'Italie fasciste; le parti oustacha qui naît en 1929, sous la direction de l'avocat Ante Pavelić, agit en sous-main, en liaison avec le parti de Maček. Les oustachi sont armés et entraînés par la Hongrie horthyste puis par l'Italie de Mussolini. Le succès de l'attentat d'octobre 1934, qui coûta la vie au roi Alexandre, est dû à toute la logistique qui a été fournie par le régime fasciste. La Croatie, comme d'ailleurs le Monténégro, l'Albanie et le Kosovo sont au centre des appétits de l'expansionnisme fasciste dans les Balkans. Il n'est jusqu'à la Russie stalinienne qui, quelque temps, par l'intermédiaire du parti communiste yougoslave ne fricote avec les oustachi de Pavelić au cours des années 30.

En 1929, Alexandre de Yougoslavie crut bon, pour camoufler les affrontements internes et la domination serbe, de renommer l'État Yougoslavie; de diviser le royaume en banovines, ou régions. La constitution royalement octroyée en 1931 proclamait qu'il n'y avait qu'une langue unique : le serbo-croate-slovène (sic). La suppression des partis nationalistes, comme les partis catholique slovène et croate, le parti musulman, sauf les partis favorables au roi en Serbie et les milices tchetniks, ne fit que renforcer la crise politique et disloquer la coalition politique, qui des musulmans bosniaques jusqu'aux catholiques slovènes avaient dirigé le royaume avec le parti radical serbe monarchiste. Il n'y avait plus de soupape de sûreté pour maîtriser les tendances centrifuges des bourgeoisies locales.

Le *Manchester Guardian* du 20 septembre 1929 résumait la situation dans le royaume, ami des démocraties française et britannique:

«Tout le pays est soumis à l'état de guerre. On peut considérer la Yougoslavie comme un cimetière... Le règne de la soldatesque est absolu. Les prisons regorgent... Le pays est le paradis des policiers, des espions, des mouchards et des calomniateurs. Cette dictature est celle du sabre et du revolver...»

L'assassinat du roi Alexandre ne changera rien à l'affrontement entre les bourgeoisies serbe et croate. Face aux appétits impérialistes de l'Italie et de l'Allemagne, le régent Paul, anglophile, est obligé d'accorder en août 1939 une autonomie à la Croatie (*Sporazum*, ou Accord entre Cvetković et Maček) qui s'étend désormais de la Slavonie jusqu'à la Dalmatie et l'Herzégovine. Vladko Maček, qui naguère entretenait des relations secrètes avec Mussolini et Ciano, devint vice-président du conseil de la Yougoslavie.

Mais, il est déjà trop tard, la Yougoslavie s'engage du côté de l'Angleterre, après une hésitation du gouvernement de Belgrade en faveur de l'Allemagne nazie, par un coup d'État militaire. En avril 1941, la Yougoslavie est occupée par l'Allemagne et l'Italie, la Hongrie et la Bulgarie. Elle est démembrée : la Slovénie est divisée entre ces deux pays, la Hongrie et la Roumanie s'emparent de la Vojvodine; la Bulgarie de la Macédoine et l'Albanie italienne du Kosovo. Le Monténégro devient avec la Dalmatie partie intégrante du royaume d'Italie. Le régime fasciste et pro-nazi de Pavelić s'installe aussitôt à Zagreb, créant un État «indépendant» croate, qui déclenche une guerre civile impitoyable contre les Serbes de Croatie et de Bosnie. De l'autre côté, les tchetniks serbes ne se gênent guère de perpétrer des massacres contre les paysans croates ou albanais. La Yougoslavie devient un gigantesque abattoir d'hommes : peut-être un million d'habitants périrent des conflits «inter-ethniques» pendant la guerre. Les partisans staliniens de Tito vont profiter de la situation en s'érigeant en armée intérieure des Alliés occidentaux et soviétiques, et en s'affirmant comme la seule force unitaire, véritablement «yougoslave», capable d'arrêter les massacres inter-ethniques.

D. – COMMUNISME, STALINISME ET QUESTION YUGOSLAVE

Le socialisme dans les Balkans connut des heures particulièrement glorieuses avant la première guerre mondiale, lors des guerres balkaniques de 1912-1913, où il appela à la fraternisation des armées grecque, bulgare, serbe, monténégrine, roumaine et turque qui s'entr'égorgeaient. L'internationalisme était sans équivoque en dénonçant aussi bien la main des grands impérialismes qui armaient et dirigeaient les officiers de chaque armée que les prétentions expansionnistes de tous ces petits États croupions prêts à arracher quelques parcelles de territoire au prix du massacre de leur chair à canon.

En octobre 1912, les socialistes de Turquie et des Balkans adressèrent un *Manifeste* plein de grandeur contre la guerre :

«... nous socialistes des pays balkaniques ainsi que du Proche-Orient que la guerre atteint plus directement, nous ne nous laisserons pas entraîner par la vague chauvine. Nous élevons plus énergiquement encore notre voix contre la guerre et nous invitons les masses ouvrières et paysannes avec toutes les démocraties sincères à se joindre à nous pour opposer à la politique des violences sanglantes, qui traîne derrière elles les conséquences les plus funestes, notre conception de la solidarité internationale. Les prolétaires des Balkans n'ont rien à gagner à une aventure, car vaincus et vainqueurs verront également sur des monceaux de cadavres et de ruines s'élever plus forts et plus arrogants encore le militarisme, la bureaucratie, la réaction politique et la spéculation financière avec leur cortège habituel de lourds impôts et de renchérissement de la vie, d'exploitation et de misère profonde.»

Les socialistes balkaniques concluaient de façon frappante qu'il n'y avait aucune solution nationale à attendre de ces guerres :

«La bourgeoisie et le nationalisme sont impuissants à constituer une unité nationale véritable et durable. Ce qui aura été créé par la guerre pourra être détruit par une autre guerre...»

Le socialisme dans les terres balkaniques se développa rapidement en réaction contre les guerres, qui saignaient sans cesse les populations depuis 1912. Les guerres des Balkans coûtèrent la vie à près de 500.000 soldats de tout bord. La Première Guerre mondiale se solda par l'anéantissement du tiers de la population serbe, du quart de celle du Monténégro, du cinquième enfin de celle de Bosnie-Herzégovine.

Avant 1914, l'idée d'une fédération balkanique – bien que plus dans la tradition fédéraliste kautskyste que dans la tradition marxiste internationaliste – s'était développée dans les partis socialistes balkaniques : grec, serbe, bulgare, roumain. Le Bulgaro-Roumain Christian Racovski en avait été l'instigateur reconnu. En 1915, ces partis adressèrent un manifeste «aux classes ouvrières et aux peuples des Balkans». Racovski lors d'une conférence tenue à Bucarest affirma que l'État national était «sans avenir» dans toute l'Europe centrale et orientale. Un tel État, qui annexerait inévitablement d'autres nationalités, ne pourrait être qu'un «État tyrannique, déchiré par les luttes intestines et menacé par les guerres extérieures». L'analyse était prémonitoire.

L'histoire du socialisme dans cette partie explosive des Balkans, et chez les principaux protagonistes, était donc déjà bien établie en 1914 : parti social-démocrate de Croatie (1894), de Slovénie (1896), de Serbie (1903), Dalmatie (1903) et Bosnie (1909). La loi électorale, et surtout le faible développement du prolétariat, réduisait l'influence parlementaire et politique de la social-démocratie à peu de chose, bien que celle-ci exerçât une influence certaine sur la paysannerie pauvre.

La division sur des questions cruciales, comme la question nationale, était notable. A la conférence de Ljubljana (Laibach) des socialistes yougoslaves (novembre 1909), les délégués s'étaient prononcés pour l'unification des Slaves du Sud à l'intérieur d'une Autriche-Hongrie réformée. Par contre, les socialistes serbes se prononçaient pour une fédération de républiques balkaniques comme barrière contre l'expansion russe et autrichienne. Ils se prononçaient pour une inclusion de la Macédoine et de la Turquie dans cette fédération.

Placés directement sur le front des guerres balkaniques, les socialistes serbes montrèrent une attitude anti-guerre nette, bien qu'ironie de l'histoire, deux de leurs leaders (le secrétaire du parti Tucović et l'intellectuel Topalović) fussent décorés de la médaille d'or militaire pour leurs qualités martiales... Mais, surtout, les socialistes serbes se distinguèrent en 1914 par leur refus – malgré l'attaque de l'Autriche-Hongrie – de voter les crédits de guerre. Mais, il n'y eut de leur part aucune tentative de refuser les ordres ou de fraterniser avec les soldats ouvriers et paysans de l'armée austro-hongroise.

«En face», justement les social-démocrates slovènes et croates n'eurent guère à tester leur internationalisme, en raison de la fermeture du parlement de Vienne de 1914 à 1916. Il n'y eut en tout cas que très peu de refus de combattre de la part des soldats slovènes et croates qui combattirent l'armée serbe. Un sous-officier s'illustra sous l'uniforme des Habsbourgs, avant d'être fait prisonnier par les Russes : Josip Broz, plus connu sous les pseudonymes de Walter, Titus, puis Tito.

Lorsque fut proclamée à Corfou la naissance anticipée de la Yougoslavie, les social-démocrates des deux côtés du front se prononcèrent pour. Il est surtout remarquable que, à la faveur de la révolution russe et parmi les 100.000 prisonniers slaves du sud en Russie, une forte minorité se rallia aux bolcheviks. Son organe était loin de toute préoccupation nationalitaire; son titre était *Svetska Revolucija* : «Révolution mondiale», en langue serbo-croate, slovène et bulgare.

Après la création du royaume des Serbes, Croates et Slovènes le premier décembre 1918, la fusion de toutes les composantes social-démocrates dans un parti unifié de type bolchevik se fit non sans mal. D'un côté, le parti social-démocrate de Croatie, sous la direction réformiste de Vitomir Korać (1877-1941), rejetait la possibilité de la révolution en Europe centrale et orientale dans un futur où la classe ouvrière serait plus nombreuse et plus éduquée. Dans ces conditions, les «marxistes» devaient se concentrer sur l'instauration de la démocratie et des réformes possibles. En décembre 1918, Korac devenait ministre du premier gouvernement yougoslave.

Mais, avec la formation de la Yougoslavie et surtout l'impact de la révolution russe, l'unification était inévitable et plus forte que les tendances réformistes et autonomistes. En janvier 1919, la conférence d'unification exclut les social-démocrates croates et il se forma un Parti socialiste ouvrier de Yougoslavie, de même tendance que les socialistes serbes : le congrès accorda peu d'importance à la question nationale, exprimant simplement l'idée d'un seul État national avec des unités locales et régionales autodirigées.

Lorsque se forma finalement le parti communiste yougoslave au congrès de Vukovar en juin 1920, les «gauchistes» centralistes dominèrent le parti. Les centristes croates demandèrent que le parti soit fédéralisé sur la base des vieilles unités régionales. Mais ils ne réussirent pas à s'imposer, et certains furent expulsés du parti. Jusqu'en 1921, le nouveau parti semblait attendre la venue d'une pure révolution ouvrière, sans compromis avec le «nationalisme bourgeois». Mais, en 1921, le parti, après avoir dénoncé le parti paysan croate comme clérical et extrémiste nationaliste, prit contact avec son chef Radić.

Entre-temps, la position de l'Internationale communiste changeait au fur et à mesure qu'elle s'alignait sur la politique étrangère de l'État russe. Jusqu'en 1920, il avait été question de «révolution mondiale» et non de «révolution européenne» ou «américaine», et encore moins de «révolution balkanique». L'idée d'une fédération d'États socialistes était considérée comme une idée «social-démocrate». Après le deuxième congrès du Komintern, l'idée ancienne (depuis 1910) d'une fédération balkanique fut relancée; elle intégrait la Yougoslavie en son sein. Mais cette fédération communiste des Balkans ne fut qu'un fantôme, aux mains des communistes bulgares.

Après la mise hors la loi du P.C. en 1921, le Komintern insista (à juste titre d'ailleurs) sur le caractère grand-serbe du nouvel État, au service de la France et de l'Angleterre, et nid de contre-révolution, puisqu'une masse importante de soldats de l'armée blanche russe s'y était réfugiée, pour se mettre aussitôt au service du roi Alexandre.

En 1922, le Komintern décida de créer une commission spéciale pour la Yougoslavie. Il estimait que les problèmes dans le parti étaient «d'ordre personnel». Mais, la conférence de Vienne de mai 1923 du PCY montra à quel point la question nationale gangrenait le parti. Le droit à «l'auto-détermination» fut proclamé; ainsi que la nécessité de coopérer avec le parti paysan croate de Radić. La discussion sur la «question nationale», en fait l'autonomie des régions croate et slovène, macédonienne aussi, était lancée dans le parti légal qui avait pris le nom de Parti ouvrier indépendant de Yougoslavie. Le *Radnik-Delavec* de Belgrade et le *Borba* hebdomadaire de Zagreb initièrent le débat. Le communiste croate Ciliga joua un rôle décisif dans l'imposition des positions du Komintern.

Le premier à entrer dans le débat sur le caractère «tribal» de la lutte entre les bourgeoisies serbe, slovène et croate, fut le communiste serbe Pavle Pavlović (1886-1971), qui souligna que la question nationale était un «mirage». La

bourgeoisie serbe avait forcé l'unification ; les bourgeoisies slovène et croate avaient artificiellement souligné les «fausses différences nationales». (Cette analyse a un caractère plus qu'actuel...) Néanmoins, le parti devrait supporter, de façon léniniste, le droit à la sécession; ce droit devrait pourtant être réalisé par la révolution et non en créant artificiellement des blocs «tribaux».

Mais en août de cette année 1923, Ante Ciliga se plaça sur un terrain résolument national il reprocha aux communistes serbes de sous-estimer l'action révolutionnaire des mouvements de libération nationale; la Yougoslavie était un «mal nécessaire». Le fédéralisme était la «solution»; le P.C. devrait même exiger que l'armée soit réorganisée selon les frontières ethniques. Un autre Croate, August Cesarec, demandait au P.C. de favoriser une confédération et même la sécession croate si le parti de Radić venait au pouvoir.

Le résultat fut qu'en 1924 le PCY non seulement se prononçait pour l'autonomie des régions, comme la Croatie, mais prêchait la coopération avec Radić. Le Komintern qui cherchait des alliés dans les partis nationaux paysans (il avait fondé le Krestintern paysan) invita Radić à se joindre au Krestintern, et par voie de conséquence demanda au P.C. de collaborer avec lui. Au nom de l'anti-chauvinisme grand-serbe, le Komintern demandait ouvertement une collaboration avec des partis nationalistes bourgeois, pour favoriser la pénétration des positions de l'État russe dans les Balkans.

Cette tactique frontiste du Komintern fut avalisée à son VI^e congrès en 1928. Il affirma une solution séparatiste; l'État yougoslave devait être détruit. Le IV^e congrès du P.C.Y. tenu à Dresde peu après appela à une sécession de la Croatie, de la Macédoine, de la Slovénie, constitués en États séparés. Le Kosovo devait s'unir dans une «Albanie indépendante et unifiée». Le tournant nationaliste et séparatiste alla si loin que le P.C. créa en 1932 un Mouvement révolutionnaire national croate pour étendre l'influence «communiste» parmi les paysans croates. Étant entré dans sa troisième période, putschiste, le P.C. soutint tout acte «insurrectionnel» et alla jusqu'à collaborer avec les oustachi, surtout en prison, comme le rapporte Djilas (1911-1995) dans ses *Mémoires*. Mais un nouveau tournant, celui de 1935 avec la politique des Fronts populaires changea cette tactique.

Le tournant des fronts populaires en 1935-1938 dirigé contre l'Italie et l'Allemagne amène l'URSS à s'allier aux démocraties occidentales, France et Grande-Bretagne. Sur son flanc sud la Russie cherche une Yougoslavie forte, et donc centralisée autour de la Serbie, alors que l'Italie encourage ouvertement une sécession croate. Du jour au lendemain dans le P.C. disparaissait la revendication d'États séparés croate, macédonien, slovène... A la réunion plénière du comité central du PCY tenue à Split en juin 1935, il fut proclamé – sous l'impulsion de Staline et Dimitrov – que toute tentative de séparation d'une nation quelconque de la Yougoslavie était dangereuse, dans le cadre du front antifasciste. Cela n'empêche pas le parti de rechercher la coopération avec le parti de Maček, et même d'y faire de l'entrisme

pour «de transformer en un véritable mouvement national-révolutionnaire». Pour montrer que le PCY était intéressé dans la question croate, il fut créé un Parti communiste de Croatie en août 1937 «pour combattre pour la libération nationale du peuple croate». Dans la même optique fut constitué un parti communiste slovène.

Cela dura peu. Tito dès 1939 réorganisa le parti en Croatie et Dalmatie, sous le couvert d'anti-révisionnisme. En 1940, il fut constaté dans une résolution du P.C. croate que l'éclatement de la guerre impérialiste rendait la coopération avec le parti paysan impossible. Le Front populaire avait vécu en Croatie.

Il est vrai qu'à la veille de la guerre l'influence du parti communiste en Yougoslavie s'était considérablement étendue, surtout chez les étudiants et intellectuels. Malgré les 800 communistes yougoslaves fusillés par Staline en URSS, le Parti comptait 12.000 membres; la jeunesse affluait aux Jeunesses communistes, qui comptait 30.000 adhérents. Le communisme de Tito devenait un facteur essentiel de la vie politique.

Lorsque la Yougoslavie du régent Paul menace de basculer du côté allemand en mars 1941, le PCY lança un mot d'ordre contre la capitulation avec l'aide de l'URSS : il appuie le coup d'État militaire pro-alliés du général Simović. Lorsque l'Allemagne attaque de toutes parts la Yougoslavie, le parti participe à la défense et proclame la nécessité d'œuvrer à «une libre unité fraternelle». C'est l'abandon des mots d'ordre sécessionnistes. D'ailleurs, quelques semaines plus tard, l'attaque de l'Allemagne contre la Russie pousse à proclamer le «front slave» commun contre l'ennemi nazi, front unique qui ne pouvait qu'augurer la formation d'un bloc de démocraties populaires satellisées autour de l'URSS.

E. – LE TITISME DANS LA GUERRE. « SOLUTION » AUX AFFRONTLEMENTS ETHNIQUES? (1941-1945)

Comme on l'a vu, l'attaque de l'Allemagne en avril 1941 fut un véritable désastre. La Yougoslavie fut complètement démembrée. La création de l'État indépendant croate incluant la Bosnie-Herzégovine, mais pas la Dalmatie donnée par Pavelić à Mussolini – se traduisit par le massacre de quelques centaines de milliers de victimes serbes. Les juifs et les tsiganes furent pratiquement exterminés. Là où subsistaient les milices tchetniks (Serbie, Bosnie, Croatie-Slavonie) ce furent des massacres perpétrés contre des paysans croates ou «musulmans». Les Albanais du Kosovo se vengèrent sur les Serbes, lesquels ne se gênèrent pas de massacrer des Albanais. Les Macédoniens furent les victimes de tueries de l'armée bulgare d'occupation, qui sévit aussi contre les Grecs dans la Macédoine «égéenne». Les Hongrois occupant la Vojvodine entrèrent dans la danse en massacrant à leur tour des Serbes. Quant aux Allemands du Banat, ils servirent – sous la menace ou de leur plein gré – d'auxiliaires à l'armée allemande dans la lutte contre les partisans (division Eugène).

Lorsque débuta la guerre des partisans, conduite par les troupes de Tito, mais aussi celles du Serbe royaliste Mihailović, ce fut une guerre sans pitié, où tous s'entrégorgeaient. Quand l'armée allemande subissait des pertes dues à la guérilla c'était 100 hommes ou femmes ou enfants qui étaient fusillés pour un soldat allemand tué, voire 50 pour un blessé de la Wehrmacht.

La force de Tito se situe dans cette volonté centraliste, au-dessus des «ethnies», de reconstituer les morceaux d'un ensemble disloqué. Les premières troupes de partisans furent d'abord, de façon évidente, les Serbes de Bosnie et Croatie, qui subissaient les massacres des oustachi de Pavelić, massacres auxquels même des prêtres catholiques contribuèrent fanatiquement, au nom de la lutte «contre l'orthodoxie». L'occupation du Monténégro par l'Italie fit surgir des troupes de partisans (30.000) dès juillet 1941.

Au début de l'insurrection proclamée par le PCY contre l'Allemagne, seuls 10 % des unités de partisans étaient croates et « musulmans ». Leur nombre monta à 25 % à la fin de la guerre, ce qui signifie que l'écrasante majorité des partisans était serbe et monténégrine, et dans une faible mesure slovène. D'ailleurs, dans certaines régions de Bosnie, les troupes de partisans de Tito n'hésitaient pas à se livrer à des pogromes anticroates et « musulmans », comme les tchetniks. Mais cela dura peu : Tito avait adopté une stratégie unitaire yougoslave, y compris aux dépens des Serbes.

En Dalmatie croate, contre l'Italie occupante, les partisans eurent de nombreuses recrues. C'est seulement à partir de 1943, quand devint évidente la défaite de l'Allemagne – l'Italie s'effondra la même année – que des détachements entiers d'oustachi croates et de tchetniks serbes passent avec armes et bagages dans l'armée des partisans titistes.

En Slovénie, par contre, dépecée par l'Italie et l'Allemagne, se forma le Front de libération (*Osvobodilna Fronta*) composé de communistes et catholiques, remportant des succès surtout dans les campagnes. En 1942, un tiers de la population de Ljubljana était en prison ou internée. Après la chute du fascisme en 1943, et avec les immenses stocks d'armes laissés par les soldats du Duce, les partisans slovènes, auxquels s'adjoignirent les partisans italiens antifascistes, dominèrent largement le sud de la Slovénie. Les «nationaux-communistes» slovènes et croates se retrouvaient vite unis et «yougoslaves» pour revendiquer, y compris contre les « antifascistes » et partisans de Togliatti, les terres «irrédentes» (Trieste et Vénétie julienne; Istrie et Dalmatie) appartenant à l'Italie depuis 1918.

En Macédoine, la bulgarisation poussa nombre de paysans dans les rangs des partisans. Il est symptomatique de noter, source de conflits entre les prétendus États socialistes de l'après-guerre, que le Parti communiste bulgare de Dimitrov soutenait la position de sa bourgeoisie que la Macédoine était bulgare. Le secrétaire du comité provincial, Satorov, exigea que les communistes serbes quittent la Macédoine.

En Serbie même, les partisans étaient divisés entre titistes et royalistes, qui s'entretuaient, et même se dénonçaient mutuellement à l'occupant nazi.

Au Kosovo, annexé à une grande Albanie, dominée par l'Italie, ce fut l'heure de la revanche contre les Serbes. Plus de 70.000 durent quitter la région, d'autres se retrouvèrent en camps de concentration ou contraints au travail forcé. L'instruction fut donnée dans les écoles exclusivement en albanais. Vis-à-vis des partisans titistes, serbes et monténégrins, l'attitude de la population était franchement hostile. Pour neutraliser cette hostilité active, la conférence du Comité de libération populaire du Kosovo et de la Metohidja (titiste) promit, au début janvier 1944, le droit à l'autodétermination, y compris le «droit à la sécession» à la population du Kosovo. Cette promesse ne fut guère tenue à la fin de la guerre...

Face à toutes ces difficultés, l'aide de Churchill et des Américains en faveur des partisans de Tito fut décisive à partir de 1943. Churchill lâcha ses amis royalistes au profit de Tito. Ce dernier, après avoir été considéré avec méfiance par Staline, qui voyait dans le P.C. yougoslave un «repaire de trotskystes», comme son meilleur disciple en 1944-1945. Staline lui fit même miroiter l'acquisition de l'Albanie comme État yougoslave. Staline, néanmoins, ne mettait jamais tous ses oeufs dans le même panier : il fit des propositions d'alliance à Pavelić, à condition que ce dernier accepte la légalisation du parti communiste, au cas où les Britanniques débarqueraient en Dalmatie. Dans ce cas, comme le montre Djilas, les partisans de Tito étaient prêts à passer un pacte avec les Allemands et Pavelić.

En fait, l'immense succès de Tito et de ses partisans vient de ce qu'il se présenta moins comme un communiste stalinien et serbe, que comme un «Yougoslave» cherchant à tout prix à mettre fin à la guerre civile entre les nationalités, et intégrant dans ses troupes chacune des composantes «yougoslaves». Il gagna cette auréole unitaire du moins en Serbie, Macédoine, Bosnie-Herzégovine et Dalmatie et Slovénie. Même dans la Croatie de Pavelić, l'organisation de Tito se développa dans tous les milieux, dans toutes les administrations, et même au sein du gouvernement oustacha, à partir de 1943.

L'armée de Tito présentait la particularité de recruter sur la base non du nationalisme croate ou serbe, ou autre, mais sur celle du nationalisme yougoslave, même si ce nationalisme unitaire était camouflé derrière une phraséologie marxiste avec la création de «brigades prolétariennes», revêtues de l'insigne de la faucille et du marteau. Pour prouver son «internationalisme», le communiste monténégrin Djilas, qui devint le plus farouche adversaire de Staline après 1948, demanda même que le Monténégro soit rattaché à l'URSS... En 1942, l'Armée de libération nationale titiste comptait 150.000 soldats. Elle en comptera 300.000 en 1943, après Stalingrad, et plus de 400.000 en 1945.

Mais, en Slovénie et Croatie, en mai 1945, le massacre de 50.000 présumés oustachi fuyant en direction de l'Autriche et remis à Bleiburg aux partisans par les troupes britanniques montre les limites de cette politique unitaire. Comme le notait le consul de France à Zagreb, dans un rapport à Georges Bidault, ministre des affaires

étrangères, en mai 1945, la population de Zagreb fait un accueil glacial aux «troupes yougoslaves». En août 1945, le même consul, André Gaillard, note qu'«une incroyable proportion de la population de Zagreb et des villes ou bourgades de Croatie a fait un séjour plus ou moins prolongé dans les prisons ou dans les camps ».

En fait, dans le nouvel État yougoslave créé en 1945, le poids des Serbes, et dans une moindre mesure Slovènes, monténégrins, macédoniens est écrasant. Les communistes croates, dans une Croatie cléricale vouée à l'opposition, ont la portion congrue dans l'État et pour le partage du gâteau étatique. Le cas de Andrija Hebrang (1899-1949), communiste croate pro-Kominform après 1948, et «mort en prison» (en fait assassiné) est très significatif.

F. – L'ÉQUILIBRE INSTABLE TITISTE (1945-1980)

Cependant, proclamée le 23 novembre 1945, la République populaire fédérale de Yougoslavie inaugure un régime de type stalinien (plébiscité par une liste unique par environ 90 % des voix) fortement centralisé, mais où les troupes russes «libératrices» ont quitté le territoire. Aux trois anciennes républiques : Slovénie, Croatie, Serbie de la Yougoslavie monarchiste se sont agglomérées la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine et le Monténégro, qui faisaient partie de la Serbie. Les deux provinces du Kosovo (albanaise) et de Vojvodine (à forte minorité hongroise) acquièrent un statut autonome. La Croatie a perdu la Bosnie-Herzégovine qu'elle s'était annexée totalement depuis 1941.

D'un point de vue purement nationaliste, les deux «perdants» de la nouvelle Yougoslavie «socialiste» ont été la Serbie et la Croatie. Le régime titiste – surtout après la rupture de 1948 avec Staline – se construit comme État stalinien centralisé en affaiblissant territorialement la Serbie. Il n'en reste pas moins, et surtout sous le règne du chef serbe de la police politique Aleksandar Ranković, que l'écrasante majorité des cadres de l'État fédéral dans l'armée et l'administration est serbe. Le PCY recrute ses cadres surtout chez les Serbes de Serbie, Bosnie et Croatie, et les Monténégrins (comme Djilas), même si ses «théoriciens» sont slovènes (Kidrić, Kardelj).

Les bonnes vieilles pratiques serbes de domination ne se perdirent donc pas totalement sous Aleksandar Ranković (1909-1982), chef de la redoutée police politique OZNA (devenue UDBA). De 1945 à 1965, le Kosovo albanais fut pratiquement mis en état de siège, surtout lorsque Enver Hodja le dictateur albanais eut choisi le camp de Staline contre Tito. En Vojvodine, l'armée épura ethniquement : plus de 400.000 Allemands furent chassés de leurs terres et expulsés de Yougoslavie, bien qu'il y eut des partisans communistes allemands («brigade Ernst Thälmann»). Il s'en fallut d'un cheveu que les Hongrois ne subissent le même sort.

Il est vrai que le régime titiste, pour créer une unité «ethnique» yougoslave, laissa les «républiques» pratiquer une telle «purification». En 1945 de la Slovénie à l'Istrie croate des milliers d'Italiens furent victimes de cette politique, qu'on a trop généreusement attribuée aux seuls Serbes, en oubliant vite les oustachi puis les partisans croates et slovènes. Leurs corps furent précipités dans des dolines (*foibe*) (*infoibati*, comme on dit en italien). Des dizaines de milliers durent quitter leurs maisons et terres avant 1954, date de règlement du conflit autour de Trieste.

La force du régime de Tito après 1948, était, pourtant, d'apparaître «au-dessus de la mêlée des peuples yougoslaves» et l'unique remède pour cicatrifier les massacres interethniques de la deuxième guerre mondiale. Les tentatives de Staline de jouer sur les clivages nationaux échouèrent. Andrija Hebrang, le chef communiste croate, qui souhaitait une autonomie de la Croatie dans un bloc stalinien, resta isolé. Les Macédoniens, que Tito avait gratifiés d'une république, par peur d'être phagocytés par la Bulgarie restèrent fidèles au régime. Pour la nouvelle couche dirigeante communiste serbe, il apparaissait aussi trop dangereux – malgré les liens anciens avec l'impérialisme russe – de choisir Staline et le Kominform contre le «schismatique» Tito. Les promesses staliniennes d'une éventuelle Croatie indépendante, d'une Vojvodine «hongroise» ou d'un État du Kosovo rattaché à l'Albanie pesaient comme une épée de Damoclès au-dessus de l'État fédéral yougoslave, en reconstruction.

Aussi les menaces d'une intervention militaire des armées rouge russe et des démocraties populaires, réelles jusqu'en 1951, demeurèrent vaines. Surtout, de 1950 à 1954, les USA octroyèrent à Tito un milliard de dollars, dont la moitié en armes. D'autre part, une alliance militaire avec la Grèce et la Turquie («Pacte balkanique»), en août 1954, membres de l'OTAN, constituait un facteur dissuasif pour la Russie de Staline et ses satellites. Après 1955, Tito, qui jouait la carte du non-alignement, put même obtenir des prêts russes, après le réchauffement des relations avec l'URSS, qui dura jusqu'à l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968.

Après avoir essayé de 1948 à 1953 la collectivisation forcée des campagnes («coopératives» ou «zadrougas»), pour assurer une indépendance agricole et un décollage économique par la prolétarianisation des paysans, l'autogestion yougoslave attira des capitaux occidentaux et permit aux entreprises de faire ouvertement du profit, lequel devait être transféré à Belgrade et distribué dans les régions les plus sous-développées de la Fédération.

Pour des raisons stratégiques, et par crainte d'une invasion de l'Armée rouge et des «pays frères», des industries d'extraction et d'armement furent développées en Bosnie-Herzégovine. Des infrastructures routières et ferroviaires fort coûteuses furent mises en place dans les zones les plus arriérées : Bosnie, Macédoine, Kosovo, Monténégro.

Jusque dans les années 60, le consensus se faisait autour de l'État yougoslave de Tito. Les retombées du tourisme, la soupape de sécurité de l'émigration, le

développement économique donnaient une impression de prospérité et de stabilité, où les questions de nationalité passaient au second plan. Ce fut l'apogée du « yougoslavisme » titiste. Tito en 1960, crut bon de déclarer : «... on ne précise plus en Yougoslavie si quelqu'un est Serbe, Croate ou ressortissant d'une autre nationalité... Aujourd'hui dans notre pays, il n'y a plus de tensions entre les républiques.»

Lorsque commença la crise économique dans les années 70, les couches dirigeantes et «intellectuelles» commencèrent à trouver que le coût du fédéralisme était trop lourd pour des pays développés comme la Slovénie et la Croatie. On reprocha à Belgrade et aux Serbes de négliger le développement de la région d'Istrie et de Dalmatie, qui tirait de substantiels bénéfices de l'industrie touristique, en fait la plus fructueuse.

Mais contrairement aux affirmations des ultra-nationalistes de tout bord, les bénéfices de la période titiste ne furent pas négligeables, surtout pour les républiques « riches » comme la Slovénie et la Croatie. Dans ces régions, une réelle industrialisation surgit. En 1939, l'industrie employait quelque 300.000 ouvriers; en 1977, deux millions de personnes, soit plus du tiers de la population yougoslave. Alors qu'auparavant, la classe ouvrière était faible, elle devint un facteur sociologique réel. De 1957 (Slovénie) à 1987 (Croatie) de grandes grèves secouèrent l'industrie lourde. Il y eut 2.000 grèves de 1958 à 1969. Il est vrai que les grèves ont éclaté dans les régions déjà développées de Slovénie et Croatie. Ces grèves étaient généralement courtes et restaient locales sans extension à l'ensemble du territoire yougoslave.

Phénomène classique du sous-développement, les républiques les plus pauvres restèrent pauvres. S'il y avait seulement 1,2 % d'analphabètes en Slovénie, en 1961, le chiffre était de 33 % en Bosnie-Herzégovine et de 50 % même au Kosovo! Surtout, l'écart économique se creusa toujours plus avec les régions riches. En 1970, le revenu per capita est, dans les républiques et régions pauvres, de moitié inférieur à celui des régions riches. Celles-ci profitent du prix bas de l'énergie et des matières premières pour leurs industries de transformation. D'autre part, la faible productivité des régions pauvres les rendent encore plus fragiles sur le marché capitaliste mondial. Ce phénomène se retrouve aussi jusque dans les républiques dites riches : leur agriculture archaïque est frappée de plein fouet. Entre 1945 et 1975, la population rurale tomba de 76 à 25 % de la population active! La population agricole doit émigrer soit vers les grandes villes soit à l'étranger, en particulier en Allemagne, Scandinavie, Australie, Amérique du Nord et du Sud. La Croatie perdra 10 % de sa population. La Macédoine et le Kosovo albanais sont des terres d'intense exode vers l'Allemagne fédérale. Un million de Yougoslaves émigrèrent pour nourrir leur famille restée au pays.

La crise économique mondiale dans les années 70 fragilisa la Yougoslavie : inflation galopante, endettement extérieur. Des grèves éclatent après 1967, mais leur impact social n'est pas suffisant pour contrer les idéologies nationalistes et régionalistes qui

prennent leur envol. La question sociale, pourtant explosive avec le chômage, l'inflation rognant les salaires ouvriers, va être vite recouverte par la question nationale, étouffée depuis la fin de la guerre. Elle est au centre des conflits au sein de la classe dirigeante yougoslave, dont chaque composante met en avant ses propres intérêts nationaux et régionaux. Les régions les plus riches, bien entendu, mettent au premier plan les nécessités du libéralisme économique aux dépens de l'aide aux plus sous-développés. Les régions les plus pauvres, dont la Serbie, soulignent la solidarité nécessaire des plus riches avec les plus pauvres.

En premier lieu, resurgissent les mouvements de populations nationalement opprimées par le chauvinisme serbe depuis des décennies. Les Albanais (ou shqipëtar ou kosovars) manifestent en 1967-1968 pour obtenir le statut de république au lieu de celui de province autonome de la Serbie, alors qu'ils constituent 80 % de la population du Kosovo. Ces manifestations sont durement réprimées. Néanmoins, les « shqipëtar » obtiennent une autonomie. Une université albanaise est créée; le Kosovo devient prioritaire dans l'aide économique fédérale, qui puise dans un Fonds de solidarité alimenté par les « républiques riches ». Cette aide sert à calmer le jeu au moins jusqu'en 1981 : le Kosovo reçut jusqu'à un million de dollars par jour.

Mais, le plus grave surgit au tournant des années 1960-70, quand le conflit entre la Serbie et les républiques riches vient sur le devant de la scène. En 1969, le gouvernement de Slovénie tombe sur la question vitale pour l'économie slovène d'allouer des crédits pour la construction d'une autoroute vers l'Autriche et l'Allemagne. Les autorités fédérales de Belgrade refusent.

Plus significatif fut la question croate qui refait surface en 1970-1971, sous le nom de « Printemps croate » ou « Mouvement de masse » (*Maspokret*). La classe dirigeante croate jusque dans le parti défend les thèses nationalistes. Mika Tripalo, l'un des dirigeants du communisme croate déclare en 1970 : « La Ligue des communistes de chaque république exprime et doit exprimer les intérêts de la classe des travailleurs et de sa propre nation et de sa propre république. »

La querelle linguistique sur la langue croate contre la langue serbe (il s'agit d'une même langue) est relancée par la société littéraire « *Matica Hrvatska* ». Mais surtout, cette couche dirigeante du parti communiste croate, qui est soutenue par les masses petites-bourgeoises et paysannes, affirme haut et fort que sur le plan bancaire et économique il y a une « exploitation de la Croatie » par la Serbie et les régions pauvres.

Cette affirmation au grand jour du nationalisme dans les couches dirigeantes slovène et croate n'est pas leur fait exclusif. Avec l'explosion des sentiments nationaux antisérbes en 1968, au Kosovo, dans tout l'appareil d'État serbe se développe un vigoureux nationalisme, exprimant des doléances sur la « place misérable » donnée aux intérêts serbes dans l'appareil d'État « yougoslave ». Le passé de la Serbie, surtout après la chute de Ranković présenté comme un martyr, est de plus en plus exalté par de multiples publications.

Pour Tito, il ne fait aucun doute que cela annonce la fin de la fédération yougoslave. D'autant plus que la Russie de Brejnev, après avoir soutenu le Serbe Ranković contre Tito, est prête à encourager, pour avoir des débouchés militaires en Adriatique, une Croatie indépendante. Les services secrets russes ont même pris langue avec des oustachi en exil, en cas de démembrement de la Yougoslavie. Tito fait destituer la direction croate. Des milliers de personnes sont arrêtées. Pour faire bonne mesure, des nationalistes serbes sont embastillés.

À l'issue de ces événements une nouvelle constitution yougoslave est élaborée par Tito, qui va dans le sens d'une confédération intégrale, en 1974. Cette constitution destinée à entrer en fonction après la mort du Chef confiait la direction de l'État confédéral à une présidence collégiale, formée des présidents de chacune des républiques et régions dites autonomes. Chacun d'eux, serbe, croate, slovène, etc., devient président de ce collège pendant un an, selon le principe de la rotation. Ainsi serait évitée la domination d'une république, la Serbie en l'occurrence, de loin la plus prolifique démographiquement. Cet organisme fonctionnera de 1980 à 1987, jusqu'à ce que Milošević prenne le pouvoir en Serbie.

G. – LA CHUTE DE LA MAISON TITO

Tout cet édifice juridico-constitutionnel ne va que retarder la désagrégation de la Yougoslavie qui est en marche. À la mort de Tito, en 1980, l'inflation annuelle est de 40 %; elle sera de 2.500 % en 1989. L'endettement est de 20 milliards de dollars. En 1982, c'est pour la première fois une croissance zéro. Le chômage officiel recensé grimpera à 15 %. Dans certaines régions, le revenu régresse à son niveau des années 60. Jamais le fossé du revenu par tête n'a été aussi profond suivant les républiques et régions : pour un indice moyen de 100 pour la confédération, on trouve au sommet 212 pour la Slovénie, 123 pour la Croatie, 93 pour la Serbie, 66 pour la Macédoine et 31 seulement pour le Kosovo. C'est dire que le revenu par tête au Kosovo est sept fois inférieur à celui de la Slovénie, et le tiers du revenu moyen yougoslave.

C'est justement au Kosovo, et non pas en Bosnie-Herzégovine pluri-ethnique, que de nouveau vont venir les orages annonciateurs de la tempête qui devait faire sombrer la Yougoslavie titiste et autogestionnaire. Au Kosovo, en 1981, le chômage officiel est de 25 % de la population active. Les étudiants de l'université de Pristina manifestent contre le chômage et pour des conditions décentes de logement. C'est de nouveau la répression serbe, d'autant plus que le statut de république est demandé par les manifestants. Là encore le terrain social explosif est détourné vers le terrain nationaliste. La grève des mineurs de cette région, en 1987, avec le portrait en tête des manifestations, n'y changera rien.

Devant une situation où la Yougoslavie apparaît comme condamnée à la dislocation après la mort de Tito, la classe dirigeante serbe change totalement de politique et cesse de se réfugier derrière le « yougoslavisme »; les revendications grand-serbes sont étalées sans fard. En 1986, est écrit et discuté dans la classe politique serbe le

« Mémoire » de l'Académie serbe. Il y est affirmé que depuis 1945 et la politique de Tito, la Serbie est réduite à rien; qu'elle doit récupérer ses terres « serbes » : Macédoine, Monténégro, Bosnie et régions de Vojvodine et Kosovo. Il faut revenir à la centralisation de Belgrade. Enfin et surtout, il s'agit de réunir tous les Serbes dans le même État.

La venue au pouvoir du communiste serbe Slobodan Milošević [Милошевић] marque un réel tournant en 1987. Se présentant comme le protecteur des Serbes, il fait supprimer l'autonomie du Kosovo et de la Vojvodine *de facto* en 1989. Des meetings monstres sont organisés de Belgrade au Kosovo pour marquer que cette région est « serbe » (il n'y a que 10 % de Serbes). Une véritable hystérie tchetnik est développée dans les médias serbes. Des émeutes albanaises sont matées dans le sang en 1989.

Face à cette volonté expansionniste serbe, mettant fin à l'illusion du yougoslavisme, la bourgeoisie slovène manifeste de plus en plus sa volonté de sécession. La fin des régimes staliniens en Europe de l'Est se conjugue avec la réforme de la constitution slovène réaffirmant le droit de la Slovénie à la sécession. Le gouvernement de Ljubljana décide de bloquer des trains de manifestants serbes à la frontière. En représailles le gouvernement serbe fait piller et boycotter les produits slovènes.

Après la chute de Ceausescu en Roumanie (décembre 1989), des élections mettent fin au monopole du pouvoir « communiste » en Slovénie et Croatie. Des équipes indépendantistes viennent au pouvoir en avril et mai 1990. Les (relativement) « riches » républiques du nord décident de suspendre dès l'été leurs contributions d'aide aux républiques du sud. La disparition financière de la Yougoslavie précède son naufrage politique. Le marché yougoslave a cessé d'exister.

Dès lors, sur le plan politique, la situation s'accélère. En Slovénie, le 20 février 1991, le Parlement décide que les lois fédérales sont suspendues et que la république sera proclamée le 25 juin. En mai de la même année la souveraineté de la Croatie, où le général Tudjman est élu président, est proclamée. Ce sera le tour de la proclamation de l'indépendance en mars-avril 1992 de la Bosnie-Herzégovine et de la Macédoine, devant l'acte de décès de l'ancienne fédération.

La guerre apparaît alors inévitable entre l'armée serbo-yougoslave qui défend les intérêts grand-serbes et les républiques issues de l'empire austro-hongrois. Dès le printemps 1990, l'armée dite « fédérale », dont les officiers sont à 60 % Serbes, confisque la totalité des armes croates et 60 % des armes slovènes des unités territoriales. En août 1990, éclate une insurrection serbe dans la krajina de Knin en Dalmatie. Le même mois les nationalistes serbes de Croatie se prononcent par référendum pour une autonomie au sein du nouvel État. Les armes commencent à circuler un peu partout venant de Serbie et de Hongrie, dans chaque camp. La C.I.A., sûre de ses analyses, annonce dès novembre 1990 que la Yougoslavie va se disloquer et sombrer dans la guerre civile.

En mai 1991 éclatent les premiers affrontements inter-ethniques entre milices serbes et police croate en Slavonie occidentale. En juin-juillet, c'est la guerre des 19

jours entre l'armée territoriale slovène et l'armée serbo-yougoslave, au terme de laquelle, sur intervention de la CEE, la Slovénie se voit reconnaître son indépendance *de facto*, sinon *de jure*. Elle obtiendra d'ailleurs quelques mois plus tard un poste d'observateur au Conseil de l'Europe.

La guerre en juillet 1991 se répand comme une traînée de poudre. La guerre entre la Croatie et la Serbie (marquée par le sac sanglant de Vukovar par les tchetniks) est déclarée : elle dure jusqu'en janvier 1992. De part et d'autre à côté des armées officielles, les couches dirigeantes ont embauché de véritables criminels de droit commun, hommes de sac et de corde, extrémistes de droite catholiques ou orthodoxes, qui font le sale travail de mercenaires pour leurs patrons « communistes » serbes ou « démocrates-libéraux » croates. Tchetniks serbes et néo-oustachi croates rivalisent dans l'horreur qui est imposée à la population se trouvant sur les lignes de front militaire. La « purification ethnique » (*etničko čišćenje*) – vieilles méthodes barbares héritées des guerres balkaniques dès le XIX^e siècle et pratiquées à grande échelle par les grandes puissances impérialistes au XX^e siècle en Europe et dans ses colonies – triomphe massivement dès l'éclatement de la guerre en Bosnie-Herzégovine (mars 1992). Pas seulement en Bosnie, où les Serbes contrôlent 90 p. 100 du territoire : en Vojvodine 90.000 Hongrois et Croates sont chassés pour installer 200.000 réfugiés serbes. Au Sandjak de Novi Pazar 70.000 personnes, dites « musulmanes » doivent fuir. Les nationalistes croates ne sont pas en reste, lorsque le sort des armes leur est favorable, y compris contre les « Musulmans » de Herzégovine. Tout indique que le gouvernement bosniaque « musulman », à condition de recevoir massivement des armes autant des États islamistes que des États-Unis, ferait pareil. Et il fit pareil, à petite échelle, il est vrai.

En l'espace de quelques mois, la guerre fait des dizaines de milliers de morts. Deux millions de personnes, hommes, femmes, enfants, vieillards, sont jetés sur les routes dans un gigantesque exode, soit le dixième de la population de l'ex-Yougoslavie. En 1993, le conflit avait fait déjà presque 200.000 morts. Il y avait 3 millions de réfugiés, dont 700.000 en Croatie.

Les forces de l'ONU (14.000 Casques bleus en Yougoslavie), dites d'interposition, depuis 1992, servent de bonne conscience aux grandes puissances qui se contentent de dresser un cordon sanitaire autour du foyer de décomposition yougoslave, lequel risque de faire exploser à terme la poudrière balkanique.

Le bilan de ces passions nationalistes, entretenues par les bourgeoisies locales de tout bord (croate, serbe, slovène, en particulier) est à l'image de la vacuité de la nation comme cadre économique et historique en plein XX^e siècle, d'économie mondialisée et transnationalisée. Une population traumatisée par la guerre, une économie d'échanges réduite à sa plus simple expression; des dizaines de milliers d'estropiés; des populations affamées comme en Bosnie, ou clochardisées par la crise entraînée par la guerre. En Serbie, le rythme annuel d'inflation était de 120.000 % en 1992, un record digne de l'Allemagne de 1923. En Croatie, le chômage atteint 20 % de la population active, avec une inflation de « seulement » 1500 %. Le nouvel

État de Macédoine voit le quart de sa population active au chômage, et l'inflation annuelle est déjà de 200 %. Quant au Kosovo, sous blocus et occupation de l'armée serbe, c'est plus de 50 % de la population qui est sans travail au milieu des années 90. Seule la Slovénie jouit d'un «modeste» taux de chômage de 16 % et d'une inflation annuelle de 30 %.

Seul secteur qui se porte bien, malgré l'hypocrisie de l'embargo international défendu par l'ONU et les grandes puissances occidentales, celui des armes et de produits stratégiques (essence) qui transitent en toute quiétude par la Slovénie, la Macédoine, l'Albanie, la Bulgarie, la Grèce, etc. L'exploitation de la «question nationale» ex-yougoslave est l'occasion d'un déploiement des appétits impérialistes petits et grands.

H. – QUELLE ISSUE ? LES TEMPÊTES BALKANIQUES

La décomposition de la Yougoslavie et le resurgissent des vieux démons nationalistes s'inscrivent dans la décomposition généralisée de l'économie mondiale, où les branches les plus pourries, les plus arriérées cassent net.

Chaque petit pays essaye d'imposer sa loi à ses voisins, non par la guerre économique, privilège des grandes puissances, mais par la guerre tout court. Chaque pays, pour étendre sa sphère d'influence est obligé de recomposer sa sphère d'intérêts et de redéployer, voire renverser, ses alliances. La chute du système de Yalta en 1989, basé sur la division du monde en deux blocs, fait surgir de nouvelles puissances impérialistes régionales, sans que les grandes puissances, dépassées par l'ampleur du phénomène qu'elles ne contrôlent plus, puissent imposer leur loi d'airain d'antan.

Le pan-serbisme, qui vise à unifier territorialement tous les Serbes, et le pan-croatisme, qui vise la même chose avec les Croates de Bosnie, sont dans une logique d'expansion territoriale, qui ne peut s'appuyer que sur des alliés régionaux, ayant des intérêts solidaires avec l'un ou l'autre. D'ores et déjà, la Slovénie et la Croatie s'appuient sur l'Allemagne et la CEE, en attendant d'avoir un soutien plus décidé des USA, qui d'ailleurs semblent manifester une volonté d'engagement au côté de la Croatie (août 1995), et dans les Balkans en général. Quant à la Russie, même si elle se proclame – avec la Grèce – le meilleur allié de la «Serbie orthodoxe», son délabrement politico-économique et son engluement dans les conflits caucasiens, bien plus vitaux pour ses exportations de pétrole, ne lui permettent guère de revenir en force dans les Balkans. Néanmoins, dans un avenir plus au moins proche, il est inévitable que l'allié de la Serbie fasse un retour en force. Pour la Russie, les bouches de Kotor (Cattaro), au Monténégro «yougoslave», sont un objectif majeur pour que sa marine de guerre puisse mouiller et sillonner l'Adriatique et la Méditerranée. Cependant, pour le moment la question des nationalismes de l'ex-Yougoslavie ne donne pas prise à une confrontation directe entre Russie et USA, encore moins entre Europe et Allemagne et l'ex-URSS.

Sans préjuger de l'issue du conflit en Bosnie-Herzégovine, dont les retombées politiques et stratégiques concernent tous les Balkans, il apparaît de plus en plus clair que – avec ou sans l'aval des grandes puissances – la Croatie et la Serbie sont liées par un plan de partage, dans la tradition impérialiste de naguère, du pays bosniaque. Ce plan déjà élaboré par les présidents croate Tudjman et serbe Milošević le 16 juin 1993, et accepté par Clinton et Owen le lendemain même, apparut dans toute sa netteté avec les combats d'août 1995 en Krajina et Bosnie, lors de l'offensive croate. La «purification ethnique», avec son cortège de massacres, de populations déplacées et réfugiées plongées dans la plus extrême misère matérielle et morale, se pratique à grande échelle dans chaque camp, au nom de la nation et du nationalisme.

Plus discrète, mais beaucoup plus lourde de conséquences au niveau balkanique, s'affirme la revendication d'une «unité nationale albanaise». Pour l'Albanie, le Kosovo et la Macédoine occidentale peuplée d'Albanais sont des terres irrédentes. Le 19 octobre 1991, par référendum secret, a été proclamée l'indépendance de la «république du Kosovo», malgré l'occupation de l'armée serbe qui depuis 1989 a obligé 300.000 Kosovars à quitter cette région. En Macédoine, peuplée à 60 % de Slaves macédoniens, un référendum officieux chez les 30 % d'Albanais, en janvier 1992, demandait l'autonomie territoriale du nord-ouest de cette république. La question de la formation d'une Grande Albanie est déjà posée. Y compris, sur une portion de la Serbie, dans le Sandjak, où les 230.000 «musulmans» albanais, par un référendum clandestin en mars 1992, avaient élu leur propre parlement et formé leur «gouvernement».

C'est cette revendication que soutient la Turquie, qui cherche à faire sa rentrée dans les Balkans, à défaut de pouvoir la faire en Asie centrale, comme elle l'avait cru après 1989. Un accord diplomatique du 29 juillet 1992 a décidé que les officiers albanais seraient formés et entraînés en Turquie.

Néanmoins, la Turquie est amenée à plus de prudence, face à la Macédoine et à la Bulgarie, contre «l'ennemi héréditaire serbe et grec». Face à la Serbie, s'est nouée une alliance économique entre la Bulgarie, la Macédoine, l'Albanie pour créer une voie d'accès de la mer Noire à l'Adriatique, coupant l'accès de la Serbie à la mer Égée, via la Macédoine grecque. La Turquie, limitrophe, sera partie prenante.

Le sort de la Macédoine du Vardar – appelée risiblement *Former Yugoslav Republic of Macedonia* ou *FYROM* – qui n'est pas reconnue par la Grèce et subit un blocus économique de ce dernier pays, sera tôt ou tard fixé. Avec 20-30 % d'Albanais, les prétentions de la Grèce et de la Bulgarie qui la considèrent comme un enjeu majeur, il n'est pas impensable qu'une partition violente ou pacifique, avec la bénédiction des grandes puissances, mette fin à son existence. Ce serait ouvrir, comme en 1912-1913, la voie à des conflits balkaniques, et même danubiens (avec la Hongrie et la Roumanie) en cascade. Le sort des Hongrois de Serbie, de Transylvanie en Roumanie pourrait être très facilement l'objet d'un conflit entre d'une part la Hongrie et d'autre part la Serbie et la Roumanie, alliées contre leurs minorités.

Une guerre civile au Kosovo, avec des armes livrées d'Albanie, de Turquie n'est pas impossible, avec toutes les conséquences militaires régionales. D'autant plus que la Grèce vise l'annexion de l'Épire du Nord – en Albanie du Sud –, peuplée, selon elle, de 400.000 Grecs, en fait essentiellement des Aroumains ou Valaques de langue grecque.

(L'éclatement final, et attendu, de la guerre au Kosovo au début de l'année 1998 est venu rappeler que la «paix» dans les Balkans reste un leurre. La question albanaise est pleinement posée, même si les pays occidentaux, les USA et l'OTAN font tout pour circonscrire le conflit, et si l'Albanie, épuisée par sa propre décomposition, assiste passivement aux événements.)

A une moindre échelle le conflit en Bosnie-Herzégovine ne fait que synthétiser des conflits à une échelle beaucoup plus vaste, dans les Balkans. Et chaque nationalisme, petit ou grand, ne fait qu'apporter sa petite torche personnelle devant la poudrière des Balkans.

Si la question sociale, celle des travailleurs victimes de la crise, quelles que soient leurs frontières et leur nationalité, ne prend pas le devant de la scène, tôt ou tard la question nationale yougoslave débouchera sur une conflagration majeure en Europe centrale et orientale, et par contrecoup en Europe occidentale.

Si la Russie a été le pays du grand mensonge «socialiste», la Yougoslavie fut le pays du grand mensonge fédéral et autogestionnaire. Sur ses débris ont proliféré tous les grands mensonges, meurtriers, des petites nationalités et des petits nationalismes expansionnistes, serbe et croate.

Est-il utopique de parler non seulement d'une nécessité, mais aussi d'une possibilité, d'un monde unifié économiquement et socialement, débarrassé de ses prisons nationales, et du gaspillage destructeur qu'entraîne la division du monde en enclaves économiques concurrentes, sans plan de développement – et même de survie – pour l'humanité tout entière ? Une répartition mondiale des richesses, un développement harmonieux sans gaspillage et destruction de la nature apparaissent à tout esprit humain sensé comme une nécessité vitale.

Mais, comme le montre l'exemple de l'ex-Yougoslavie avec l'apparition généralisée de toutes sortes de nationalismes extrêmes, la décomposition sociale, politique, morale est tellement avancée que la solution sociale est reléguée à l'arrière-plan.

Néanmoins, rien n'est sûr au pays de l'Ubu capitaliste. Si une vaste transformation de fond en comble du monde, par son unification et la disparition des frontières nationales, à la suite d'une révolution, devait un jour se produire, bien des problèmes de tout ordre subsisteront. Des millénaires d'existence sous forme de communautés nationales, de diversité linguistique et culturelle, de religions et de croyances ethnocentriques laisseront des traces profondes. Dans le respect de la différence ethnique, religieuse, psychologique, culturelle, linguistique peut lentement se construire une communauté unifiée dans sa multiple diversité.

Philippe BOURRINET.

ANNEXES

COMPOSITION NATIONALITAIRE DE LA YUGOSLAVIE EN 1918

Nationalité Nombre Pourcentage

Serbes	4.665.000	38,8
Croates	2.856.000	23,7
Slovènes	1.024.000	8,5
Bosniaques musulmans	727.000	6
Macédoniens	585.000	4,8
Autres «Slaves»	174.000	1,4
Allemands («Souabes»)	513.000	4,2
Magyars	472.000	3,9
Albanais	441.000	3,6
Roumains, tsiganes,	229.000	1,9
Valaques		
Turcs	168.000	1,4
Juifs	64.000	0,5
Italiens	12.000	0,10
Autres	80.000	0,7
TOTAL	12.017.000	100

TABLEAU I

POPULATION YUGOSLAVE EN 1981 – PRINCIPALES NATIONALITÉS

(source : *Statistički Zavod*, printemps 1982)

Nationalité Nombre % population

Serbes	8.140.000	36,3
Croates	4.428.000	19,8
Musulmans*	2.000.000	8,9
Slovènes	1.754.000	7,8
Albanais	1.730.000	7,7
Macédoniens	1.340.000	6
Yougoslaves**	1.219.000	5,4
Monténégrins	579.000	2,6
Hongrois	427.000	1,9
TOTAL	21.600.000	100

* Par «Musulmans», nationalité créée par Tito dans les années 1960, on entend les Slaves de religion musulmane (même si eux-mêmes se considèrent comme athées) et de langue serbo-croate. La plupart vivent en Bosnie. Ce tableau statistique passe sous silence les musulmans qui sont Albanais, Turcs ou tsiganes. Les Aroumains ou Valaques ne sont pas comptabilisés.

** Par «Yougoslaves», on entend tous ceux qui, d'origine «ethnique» diverse, ne voulaient pas se concevoir comme une nationalité. Beaucoup d'entre eux étaient des «musulmans» entendus comme entité nationale.

TABLEAU II

POPULATION PAR RÉPUBLIQUE – COMPOSITION «ETHNIQUE» (RECENSEMENT 1981)

République/ Province Population Nationalité (en %)

Serbie (seule) 5.491.000 Serbes : 89 %; Musulmans :3 %; Albanais : 3 %

Vojvodine 1.969.000 Serbes : 56 %; Hongrois : 22 %; Croates : 7 %; autres : 14 %

Kosovo 1.545.000 Albanais-Kosovars : 85 %; Serbes : 9 %; autres : 2 % (Monténégrins: 2 %)

Croatie 4.391.000 Croates : 79 %; Serbes : 14 %;

autres : 7 %

Bosnie-Herzégovine 3.941.000 Musulmans : 40 %; Serbes : 37 %; Croates : 20 %

Slovénie 1.838.000 Slovènes : 92 %; Croates : 3 %; autres : 5 %

Macédoine 1.808.000 Macédoniens : 69 %; Albanais : 18-20 %;

Turcs : 6 %; autres : 7 %

Monténégro 565.000 Monténégrins : 67 %;

Musulmans : 13 %;

Serbes : 8 %; autres : 6 %;

Albanais : 7 %

TABLEAU STATISTIQUE DE LA POPULATION DE LA SERBIE EN 1991

Nationalité Nombre Pourcentage

Serbes 6.430.000 65,8

Albanais (2.000.000) (20)

(chiff. offic.) 1.690.000 17,2

Hongrois 345.000 3,5

Yougoslaves 318.000 3,2

Musulmans 238.000 2,4

Monténégrins 140.000 1,4

Tsiganes 137.000 1,4

Croates 109.000 1,1

TOTAL 9.791.500 100

Source : revue *Jugoslavenski prgled* n° 1, 1991.

CROATIE EN 1991

Nationalité Nombre Pourcentage

Croates 3.708.300 77,9

Serbes 580.760 12,2

Yougoslaves 104.800 2,2

Musulmans 47.600 1

TOTAL 4.760.300 100

Source : recensement de mars 1991.

POPULATION DE BOSNIE-HERZÉGOVINE EN 1991

% 1910 % 1948 % 1991 Nombre 1991

Musulmans 32 36 43,7 1.905.000

Serbes 43 44 31,4 1.370.000

Croates 23 20 17,3 755.000

Yougoslaves 5,5 240.000

TOTAL 100 4.364.000

Source : recensement 1991.

POPULATION DE SLOVÉNIE EN 1991

Nationalité Nombre %

Slovènes 1.718.300 87

Croates 53.700 2,7

Serbes 47.100 2,4

Musulmans 26.700 1,4

Yougoslaves 12.300 0,6

TOTAL 1.920.600 100

POPULATION DE MACÉDOINE EN 1991

Nationalité Nombre Pourcentage

Macédoniens 1.314.300 64,6

Albanais (officiel.) 429.560 21

(estimation) (700.000) (30)

Turcs 97.400 4,8.

Tsiganes 55.600 2,7

Musulmans 51.200 2,5

Serbes 44.100 2,2

TOTAL 2.038.850 100

POPULATION DU MONTÉNÉGRO EN 1991

Nationalité Nombre Pourcentage

Monténégrins 380.000 61,5

Musulmans bosniaques 90.000 14,6

Serbes 57.200 9,3

Albanais 41.000 6,6

TOTAL 620.000 100

Sources : recensements. *Eastern Europe and the Commonwealth of Independent States 1994*, Europa Publications Limited, Londres, 1994.

BIBLIOGRAPHIE SUR LA QUESTION NATIONALE YOUGOSLAVE

1. NATIONALISME. – ASPECTS THÉORIQUES

- ALTER (Peter), *Nationalismus*, Frankfurt/Main, Suhrkamp, 1985.
- ARMSTRONG (John Alexander), *Nations before nationalism*, University of North Carolina Press, 1982.
- BALIBAR (Etienne) et WALLERSTEIN (Immanuel), *Race, Nation, Classe : les identités ambiguës*, La Découverte, Paris, 1988.
- BREUILLY (John), *Nationalism and the State*, Manchester university Press, 1985.
- CONNOR (Walker), *Ethnonationalism: the Quest for understanding*, Princeton University Press, 1994.
- DELANNOI (Gil) et TAGUIEFF (Pierre-André), *Théories du nationalisme*, «Kimé», Paris, 1991.
- FOUGEYROLLAS (Pierre), *La Nation : essor et déclin*, Fayard, Paris, 1987.
- GELLNER (Emest), *Nations et nationalisme*, Payot, Paris, 1989.
- HOBBSBAWM (Eric John), *Nation et nationalisme depuis 1780 : programme, mythe, réalité*, Gallimard, Paris, 1992 (traduit de l'original anglais, 1990).
- MANN (Michael), *The Rise and the Decline of Nation State*, Blackwell, Oxford, 1990.
- PLUMYENE (Jean), *Les nations romantiques : le XIX^e siècle*, Fayard, Paris, 1979.
- PUMEGE (Gérard de), *Chauvin, le soldat laboureur: contribution à l'étude des nationalismes*, Gallimard, Paris, 1993.
- SMITH (Anthony), *Theories of nationalism*, Duckworth, Londres, 1983.
- SMITH (Anthony), *National identity*, University of Nevada Press, 1993.
- STOKES (Gale), *Nationalism in the Balkans. An Annotated Bibliography*, Garland Press, New York, 1984.

2. MOUVEMENT OUVRIER ET QUESTION NATIONALE (GÉNÉRALITÉS)

- BAUER (Otto), *La Question des nationalités et la social-démocratie*, EDI, Paris, 1987 (2 vol.).
- BLOOM (Solomon), *The World of Nations. A Study of the National Implications in the Work of Karl Marx*, Columbia University Press, 1941.
- BOERSNER (Demetrio), *The Bolsheviks and the National and Colonial Question*, Droz, Genève, 1957.
- BORDIGA (Amadeo), *Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste*, éd. Prométhée, Paris, 1979.
- CARRERE D'ENCAUSSE (Hélène), *Le grand défi. Bolcheviks et nations, 1917-1930*, Flammarion, Paris, 1987.
- CARRERE D'ENCAUSSE (Hélène) et SCHRAM (Stuart), *Le marxisme et l'Asie 1853-1964*, Armand Colin, Paris, 1965.
- HAUPT (Georges), LÖWY (Michael), WEILL (Claudie), *Les marxistes et la question nationale, 1848-1914 (études et textes)*, Maspéro, Paris, 1974.
- HAUPT (Georges), *L'historien et le mouvement social*, Maspéro, Paris, 1980.

- HAUPT (Georges), JEMNITZ (J.), VAN ROSSUM (L.), *Karl Kautsky und die Sozial-Demokratie Südeuropas. Korrespondenz 1883-1938*, Campus Verlag, Francfort, 1986.
- KAUTSKY (Karl), *Nationalität und Internationalität*, P. Singer, Stuttgart, 1908 (brochure de la *Neue Zeit*).
- KONRAD (Helmut), *Nationalismus und Internationalismus. Die österreichische Arbeiterbewegung vor dem ersten Weltkrieg* («Nationalisme et internationalisme; mouvement ouvrier autrichien avant 1914»), Europa Verlag, Vienne, 1976.
- LENINE, *Questions de politique nationale et de l'internationalisme prolétarien*, éd. du Progrès, Moscou, 1968.
- LENINE, *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, éd. sociales, Paris, 1973.
- LUXEMBURG (Rosa), *La cuestión nacional y la autonomía*, «Pasado y Presente», México, 1979.
- LUXEMBURG (Rosa), *the National Question. Selected Writings*, «Monthly Review», New York, 1976.
- LUXEMBURG (Rosa), «Question nationale et autonomie», in *Partisans* n° 61, Paris, mai-août 1971.
- MARX et ENGELS, *La cuestión nacional y la formación de los estados*, «Pasado y Presente», México, 1980.
- MARX et ENGELS, *Sobre el colonialismo*, «Pasado y Presente», México, 1979.
- MERLIN (Christian), *La Nation dans l'austromarxisme*, thèse Paris-I, 1988.
- MOLNAR (Miklos), *Marx-Engels et la politique internationale*, Gallimard, Paris, 1975.
- MOMMSEN (Hans), *Die Sozialdemokratie und die Nationalitätenfrage im Habsburgischen Vielvölkerstaat*, Europa Verlag, Vienne, 1963 (l'étude sur la social-démocratie et la question nationale dans l'Empire austro-hongrois va jusqu'en 1907).
- NIN (Andreu), *Les mouvements d'émancipation nationale*, Syros, Paris, 1975.
- PANNEKOEK (Anton) et STRASSER (Joseph), *Nation et lutte de classe*, U.G.E. 10/18, Paris, 1977.
- PERIVOLAROPOULOS (U.), *L'Internationale communiste et la Fédération balkanique (1919-1924)*, thèse de 3^e cycle, EHESS, Paris, 1983.
- ROSDOLSKY (Roman), *Zur nationalen Frage. Friedrich Engels und das Problem der 'geschichtslosen' Völker*, Olle & Wolter, Berlin, 1979.
- STALINE, *Le marxisme et la question nationale* (1913), in «Principaux écrits avant la révolution d'Octobre», «La Taupe», Bruxelles, 1970.
- STAVRIANOS (L.S.), *Balkan Federation. A History of the Movement toward Balkan Unity in the Modern Times*, Norhampton (Mass.), 1944.
- TROTSKY, *The Balkan Wars 1912-1913*, Monad, New York, 1980.
- WEILL (Claudie), *L'Internationale et l'Autre. Les relations interethniques dans la Deuxième internationale*, «Arcantère», Paris, 1987.
3. MOUVEMENT OUVRIER, STALINISME ET QUESTION YOUGOSLAVE
- ACADEMIE BULGARE DES SCIENCES, *Macedonia : Documents and Material*, Sofia, 1979 (900 pages de textes et documents sur la question macédonienne).
- BANAC (Ivo), *The National Question in Yugoslavia. Origins, History, Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1984.

- BANAC (Ivo), *With Stalin against Tito. Cominformist Splits in Yugoslav Communism*, Cornell University Press, Ithaca et Londres, 1988.
- CILIGA (Ante), *La Yougoslavie sous la menace intérieure et extérieure*, «Les îles d'Or», Paris, 1951.
- CILIGA (Ante), *Crise d'État dans la Yougoslavie de Tito*, Denoël, Paris, 1974.
- CILIGA (Ante), *Il labirinto jugoslavo : passato e futuro delle nazioni balcaniche*, Jaca Book, Milan, 1983.
- CULINOVIC (F.) *Nacionalno pitanje u jugoslavenskim zemljama*, Novi List, Zagreb, 1955.
- DEDIJER (Vladimir), *Il sangue tradito. Relazioni jugoslavo-albanesi 1938-1949*, Editoriale Periodici Italiani, Varese, 1949.
- DJILAS (Milovan), *Conversations avec Staline*, Gallimard, Paris, 1963.
- DJILAS (Milovan), *La guerre dans la guerre*, R. Laffont, Paris, 1980.
- DJILAS (Milovan), *Tito, mon ami, mon ennemi*, Fayard, Paris, 1981.
- DJILAS (Milovan), *Memoir of a Revolutionary*, Harcourt Brace Jovanovich Inc., New York, 1973.
- FISERA (Vladimir-Claude), *Les peuples slaves et le communisme; de Marx à Gorbatchev*, Berg international, Paris, 1992.
- GAZI (Stjepan), *Stjepan Radi and the Croatian Question: A Study in Political Biography*, thèse, Indiana University, 1965.
- IRVINE (Jill A.), *The Croat Question. Partisan Politics in the Formation of the Yugoslav Socialist State*, Westview Press, Boulder/San Francisco/Oxford, 1993 (avec une introduction de Ivo Banac).
- JACKSON (George D.), *Comintern and Peasants in East Europe 1919-1930*, Columbia University Press, New York, 1966.
- KATARDZIEV (Ivan), *Makedonsko nacionalno pitanje 1919-1930* («La Question nationale macédonienne de 1919 à 1930»), Globus, Zagreb, 1983.
- KOFOS (Evangelis), *Nationalism and Communism in Macedonia*, Institut for Balkan Studies, Thessalonique, 1964.
- LAZITCH (Branko), *Tito et la révolution yougoslave 1937-1956*, Fasquelle, Paris, 1957.
- LUKAC (Dusan), *Radnicki pokret u Jugoslaviji i nacionalno pitanje 1918-1941*, NIP Export press, Belgrade, 1972.
- MacCLELLAN (Woodford S.), *Svetozar Markovi and the Origins of Balkan Socialism*, Princeton, 1964.
- MARJANOVIC (Jovan), *Nastanak i razvitak radnickog pokreta u jugoslovenskim zemljama do prvog svetskog rata* (« Origines et développement du mouvement ouvrier sur les terres yougoslaves jusqu'à la Première Guerre mondiale, «Rad», Belgrade, 1958.
- OČAK (Ivan), *Gorkic, život, rad i pogibija*, Globus, Zagreb, 1988. (Itinéraire d'un chef stalinien yougoslave, liquidé en 1937 en URSS.)
- PALMER (Stephen E.), KING (Robert), *Yugoslav Communism and the Macedonian Question*, Shoc String, Hamden (Connecticut), 1971.
- SHOUP (Paul), *Communism and the Yugoslav National Question*, New York/London, Columbia University Press, 1968.
- TRGO (Fabijan), *The national Liberation War and Revolution in Jugoslavia (1941-1945): selected documents*, Institut d'histoire militaire de l'armée populaire yougoslave, Belgrade, 1981 (documents émanant du mouvement partisan de Tito).

ULAM (Adam B.), *Titoism and the Cominform*, Harvard University Press, 1952.

VLAJCIC (Gordana), *Jugoslavenska revolucija i nacionalno pitanje : 1919-1927* (« Révolution jugoslave et question nationale »), Globus, Zagreb, 1984. (Choix de textes du mouvement ouvrier socialiste et communiste.)

VUKMANOVIC-TEMPO (Svetozar), *Borba za Balkan* («lutte pour les Balkans»), Globus, Zagreb, 1981.

ZOGRAFSKI (Danco), *O radnickom pokretu in Makedoniji do balkanskog rata* (« le mouvement ouvrier en Macédoine jusqu'à la guerre des Balkans, «Rad», Belgrade, 1951.

4. HISTOIRE DE LA YOUGOSLAVIE ET DE SES ETATS (XIX^e-XX^e SIÈCLES). GÉNÉRALITÉS

ALEXANDER (Stella), *Church and State in Yugoslavia since 1945*, Cambridge University Press, 1979.

ANCEL (Jacques), *Peuples et nations des Balkans. Géographie politique*, Armand Colin, 1930; réédition éd. du C.T.H.S., Paris, 1992.

BARKER (Elisabeth), *Macedonia, its place in Balkan power politics*, Royal Institute of International Affairs, Londres et New York, 1950.

BATAKOVIC (Dusan), *Yugoslavie : nations, religions, idéologies 1904-1980*, L'Age d'Homme, Lausanne, 1994 (avec une introduction d'Annie Kriegel).

BEHSCHNITT (Wolf Dietrich), *Nationalismus bei Serben und Kroaten 1830-1914*, R. Oldenbourg Verlag, Munich, 1980.

BELOFF (Nora), *Tito's flawed Legacy: Yugoslavia and the West, 1939-1984*, Gollancz, Londres, 1985.

BIBERAJ (Elez), *Albania. A socialist Maverick*, Wosiview Press, Boulder, San Francisco & Oxford, 1990 (un chapitre sur les Kosovars de Yougoslavie).

BERG (Steven L.), *Conflicts and Cohesion in Socialist Yugoslavia. Political Decision Making since 1966*, Princeton University Press, 1993.

CASTELLAN (Georges), *Histoire des Balkans*, Fayard, Paris, 1991

CUVALO (A.), *The Croatian National Movement 1966-1972*, New York, Columbia University Press, 1992.

DEDIJER (Vladimir) , BOZIC (I.), CIRKOVIC (S.), EKMECIC (M.), *History of Yugoslavia*, New York/London, MacGraw Hill, 1974.

DENIS (Ernest), *La Grande Serbie*, Delagrave, Paris, 1919.

DJILAS (Aleksa), *The Contested Country. Yugoslavian Unity and Communist Revolution 1919-1953*, Harvard University Press, 1991.

DJORIJEVIC (Dimitrije) éd., *The Creation of Yugoslavia 1914-1918*, Clio Books, Santa Barbara/Oxford, 1980.

DONIA (R.), *Islam under the Double Eagle: the Muslims of Bosnia and Herzegovina 1878-1914*, Boulder, European Monographs, 1981.

DRAGNICH (Alex N.), *Serbia, Nikola Pašić, and Yugoslavia*, Rutgers University Press, New Brunswick, New Jersey, 1974.

- DRAGNICH (Alex N.), *The first Yugoslavia. Search for a Viable Political System*, Hoover Institution Press, Stanford University, California, 1983.
- DRAGNICH (Alex N.) et TODOROVICH (Slavko), *The saga of Kosovo. Focus on Serbian-Albanian Relations*, Boulder, Columbia University Press, New York, 1984.
- GAZI (Stepan), *A History of Croatia*, New York, Philosophical Library, 1973.
- GRMEK (Mirko), GJIDARA (Marc), SIMAC (Neven), *Le nettoyage ethnique. Documents historiques sur une idéologie serbe*, Fayard, Paris, 1993.
- HAUMANT (Emile), *La formation de la Yougoslavie*, éd. Bossard, Paris, 1930.
- HEUSER (Beatrice), *Western «Containment» policies in the Cold War. The Yugoslav Case 1948-1953*, Routledge, Londres et New York, 1989.
- HOPTNER (J.), *Yugoslavia in Crisis 1934-1941*, New York/London, Columbia University Press, 1962.
- HORTON (John J.), *Jugoslavia*, Clío Press, Oxford, 1977 (bibliographie).
- HORY (Ladislaus) et BROSZAT (Martin), *Der kroatische Ustascha-Staat 1941-1945*, Deutsche Verlags Anstalt, Stuttgart, 1964.
- JELAVICH (Barbara), *History of the Balkans*, 2 vol., Cambridge University Press, 1983-1985.
- JELIC-BUTIC (F.), *Ustase i NDH («Oustachi et État indépendant croate»)*, Globus, Zagreb, 1977.
- KOULISCHER-ADLER (Jasna), *La Croatie et la création de l'État yougoslave (1918)*, thèse de l'Institut universitaire des Hautes études internationales, Genève, 1994.
- KRIZMAN (Bogdan), *Ante Pavelic i Ustase*, Globus, Zagreb, 1978.
- KRIZMAN (Bogdan), *NDH između Hitlera i Mussolinija («L'État indépendant croate entre Hitler et Mussolini»)*, Globus, Zagreb, 1980.
- KRIZMAN (Bogdan), *Ustase i Treći Reich («Oustachi et Troisième Reich»)*, Globus, Zagreb, 1983 (2 vol.).
- LAURIERE (Hervé) (pseudonyme de Branko MILJUS), *Assassins au nom de Dieu*, éd. l'Age d'Homme, Lausanne, 1991 (reprint de l'édition de 1951).
- MACEK (Vlado), *In the Struggle for Freedom*, University Park, Pennsylvania, 1957.
- MALCOM (Noel), *Bosnia. A Short History*, Papennac, Londres, 1994.
- MANTRAN (Robert), *Histoire de l'Empire ottoman*, Fayard, Paris, 1989.
- MARKOVITICH (Lazare), *La Serbie et l'Europe. Exposé de la politique serbe par des publicistes serbes*, Georg & Co, Genève-Bâle-Lyon, 1919 (articles de la revue La Serbie).
- MESTROVIC (Matthew Mark), *Jugoslav Union and the Beginning of the Serb-Croat Conflict 1918-1919*, Columbia University Press, New York, 1957.
- MILJUS (Branko), *Les Habsbourg, l'Église et les Slaves du Sud*, Paris, 1970.
- MOUSSET (A.), *Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Son organisation, sa vie. Politique et ses institutions*, Bossard, Paris, 1921.
- PARIS (Edmond), *Genocide in Satellite Croatia 1941-1945. A Record of Racial and Religious Persecutions and Massacres*, The Institute for Balkan Affairs, Chicago, 1962.
- PAVLOWITICH (Stevan K.), *The Improbable Survivor. Jugostavia and its Problems, 1918-1988*, C. Hurst & Compaigny, Londres, 1988.

PEROCHE (Gregory), *Histoire de la Croatie et des nations slaves du Sud (395-1992)*, F.X. de Guibert, Paris, 1992.

PETROVICH (Michael Boro), *A History of Modern Serbia 1804-1918*, 2 vol., Harcourt Brace Jovanovich, New York et Londres, 1976.

POPOVIC (Alexandre), *Les musulmans yougoslaves 1945-1989 : médiateurs et métaphores*, «L'Âge d'Homme», Lausanne, 1990.

PRIBLEVIC (Svetozar), *La dictature du Roi Alexandre*, B. Bossuet, Paris, 1933.

RAMET (Pedro), *Nationalism and Federalism in Yugoslavia, 1963-1983*, Bloomington, Indiana University Press, 1984.

REUTER (Jens), *Die Albaner in Jugoslawien*, R. Oldenburg Verlag, Munich, 1982.

ROBERTS (W.), *Tito, Mihailovic and the Allies 1941-1945*, Rutgers University Press, New York, 1973.

ROGEL (Carole), *The Slovenes and Yugoslavism 1890-1914*, Boulder, Columbia University Press, New York, 1977.

ROUX (Michel), *Les Albanais en Yougoslavie : minorité nationale, territoire et développement*, *Maison des sciences de l'homme*, Paris, 1992.

RUPNIK (Jacques) éd., *De Sarajevo à Sarajevo : l'échec yougoslave*, éd. Complexe, Bruxelles, 1992.

RUSINOW (Dennison), *The Yugoslav Experiment 1948-1974*, C. Hurst & Company, London, 1977.

SAMARY (Catherine), *Le marché contre l'autogestion. L'expérience yougoslave*, Publisud/La Brèche, Paris, 1988.

SINGLETON (Fred), *Twentieth Century Yugoslavia*, The Macmillan Press Ltd, Londres, 1976.

SINGLETON (Fred) et CARTER (Bernard), *The Economy of Yugoslavia*, Croom Helm, London & Canberra, 1982.

SUGAR (Peter), *Industrialization of Bosnia-Herzegovina 1878-1918*, *Seattle*, 1963.

STEFANOVIC (D.S.), *Les origines de la crise croate de 1971*, thèse de doctorat, Paris, 1979 (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales).

TOMASEVIC (Jozo), *War and Revolution in Yugoslavia, 1941-1945 : The Chetniks*, *Stanford University Press*, 1975.

TOMASEVIC (Jozo), *War and Revolution in Yugoslavia: The Ustashe*, *Stanford University Press*, 1978.

TRIFUNOVSKA (Snenaja), *Yugoslavia through documents from its creation to its dissolution*, Dordrecht, Martinus Nijhoff, Londres, 1994.

WEHLER (Hans-Ulrich), *Nationalitätenpolitik in Jugoslawien. Die deutsche Minderheit 1918-1978*, Vandenhoeck & Ruprecht in Göttingen, 1979.

YERASIMOS (Stéphane), *Questions d'Orient. – Frontières et minorités des Balkans au Caucase*, «La Découverte», Paris, 1993.

5. LA DÉCOMPOSITION DE LA YOUGOSLAVIE ET SES CONSEQUENCES

CHICLET (Christophe), *Bosnie. – Confluences en Méditerranée*, L'Harmattan, Paris, 1993.

CIGAR (Norman L.), *Genocide in Bosnia: the Policy of «ethnic cleansing»*, *Texas University Press*, 1995.

- DENITCH (Bogdan), *Ethnic nationalism. The tragic death of Yugoslavia*, University of Minnesota Press, 1994.
- EDIZIONI PROMETEO, *Croazie e Slovenia dopo la separazione dalla Jugoslavia*, Strumenti n° 1, Milano, novembre 1992.
- FERON (Bernard), *Yugoslavie. Origines d'un conflit*, éd. Le Monde/Marabout, Paris, 1993.
- GARDE (Paul), *Vie et mort de la Yougoslavie*, Fayard, Paris, 1992.
- GLENNY (Misa), *The Fall of Yugoslavia: The Third Balkan War*, Penguin, Londres, 1992.
- HERODOTE (revue), n° 67, 1992, «La question serbe».
- HERODOTE (revue) n° 63, 1991, «Balkans et balkanisation».
- HISTORIENS ET GÉOGRAPHERS (revue) n° 337, août-octobre 1992.
- HUPCHICK (Dennis P.), *Conflict and Chaos in Eastern Europe*, Basingstoke, Macmillan, 1995.
- IVEKOVIC (Rada), *La Croatie depuis l'effondrement de la Yougoslavie : l'opposition non nationaliste, l'Harmattan*, Paris, 1994 (recueil de textes).
- KRULIC (Joseph), *Histoire de la Yougoslavie de 1945 à nos jours*, éd. Complexe, Bruxelles, 1993.
- LE LIVRE NOIR DE L'EX-YOUGOSLAVIE. *Purification ethnique et crimes de guerre*, Arléa, Paris, mars 1992.
- LIBAL (Wolfgang), *Mazedonien zwischen den Fronten: junger Staat mit alten Konflikten*, Europaverlag, Wien, 1993.
- LIMES, numéros spéciaux de 1993 et printemps 1995 sur la question yougoslave; revue de géopolitique éditée à Rome.
- LUKI, C (Renco), *The war of South Slavic Succession: Yugoslavia, 1991-1993*, «Programme for Strategic and International Security Studies», 1993.
- LYDALL (Harold), *Yugoslavia in Crisis*, Clarendon Press, Oxford, 1989.
- MAGAS (Branka), *The Destruction of Yugoslavia : tracing the break-up 1980-1992*, Verso, London, 1993.
- RAMONET (Ignacio) et alii, *Nationalismes : la tragédie yougoslave*, «Le Monde diplomatique» éd., Paris, 1993.
- RICCIUTI (E.), *War in Yugoslavia: The Breakup of a Nation*, Evans, Londres, 1993.
- SAMARY (Catherine), *Krieg in Jugoslawien*, ISP-Verlag, Francfort, 1992.
- STARK (Hans), *Les Balkans; le retour de la guerre en Europe*, «Ramsès», Dunod, Paris, 1993.
- YOUGOSLAVIE. *Le terrorisme des États*, brochure anarchiste n° 7, éd. du Monde libertaire, Paris, 1993.
- ZORAN (Sonia), *Déchirements yougoslaves : chroniques d'une guerre*, Metropolis, Genève, 1993.